

ZURICH:

**HALTE AUX
VIOLENCES
POLICIERES!**

Le No 2 Fr. No 237 13 septembre 1980 onzième année

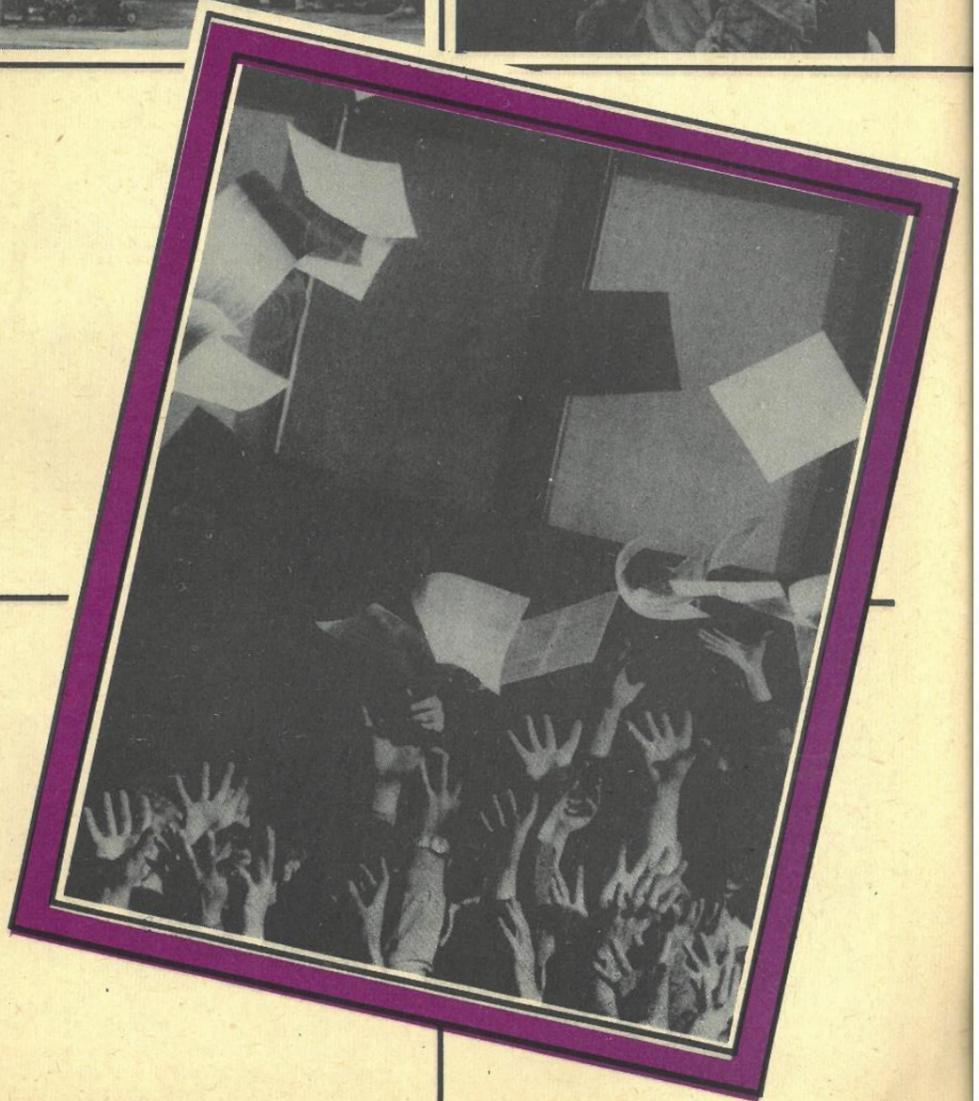
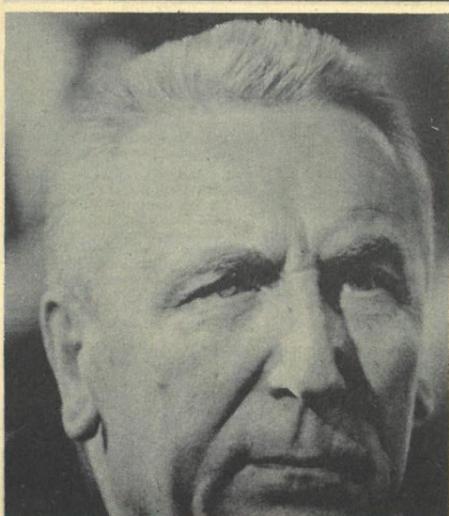
la brèche

organe bimensuel de la
Ligue Marxiste Révolutionnaire
section suisse de la IV^e Internationale

REVOLUTION POLITIQUE



VIVE LA DEMOCRATIE OUVRIERE !



sommaire

EDITO

A bas le statut de saisonnier — pour "Etre solidaires" ! 3

POLITIQUE

Hausse du taux hypothécaire : une nouvelle attaque du capital Zurich : initiative cantonale pour des ateliers publics d'apprentissage 3

Droits des immigrés : à la veille d'une étape importante 4 / 2

Le Groupe d'Yverdon dans le PS (II) : pour quelle politique ouvrière ? ZURICH bouillonne : le PS, la commune et le mouvement des JEUNES 6

Halte à la violence policière 11

SOCIAL

Protection contre les licenciements : unité ouvrière USS/CSC contre le front patronal ? 5

FEMMES

Femmes en URSS 12

INTERNATIONAL

DOSSIER POLOGNE

Une nouvelle avant-garde. Les 21 revendications du comité inter-entreprises de Gdansk 7 à 10

Pologne-Hongrie 1956, depuis plus de 20 ans 7

la lutte pour la démocratie socialiste 8

Les syndicats indépendants contre le socialisme ? 9

Que faites-VOUS de NOS usines ? 10

EL SALVADOR

"Nous sommes dans une situation de guerre totale" 13

NICARAGUA

Un an de consolidation du pouvoir populaire 14

CAMBODGE

Impérialisme et aide humanitaire 15

Elections en RFA

Strauss-Schmidt : blanc bonnet et bonnet blanc ? 16

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50
une année, enveloppe ouverte : fr. 45.—
une année, enveloppe fermée : fr. 55.—
une année, étranger (Europe) : fr. 80.—
Outre-mer : prendre contact avec nous
abonnement de soutien : fr. 100.—
(Préciser le type d'abonnement)

Pour toute correspondance : Case postale
1 000 Lausanne 17 CCP 10-25 669

Ed. resp. C.A. Udry — Imprimerie Cedips, Lausanne

Droits acquis remis en cause au BUCAS/Hospice Général de Genève

A la suite d'une votation populaire sur l'assistance publique à Genève en juin dernier, celle-ci sera restructurée dès l'année prochaine : le Bureau Central d'Aide Sociale (BUCAS) qui s'occupe de l'assistance des étrangers et confédérés sera intégré à l'Hospice Général qui s'occupera alors de l'ensemble de l'assistance publique dans le canton. Le personnel concerné n'est pas opposé à ce regroupement, pour autant que tous ses droits acquis en matière de conditions de travail soient maintenus. Or, les 41 employés du BUCAS travaillent aujourd'hui 40 heures par semaine et ont 5 semaines de vacances, ce qui n'est pas le cas pour le personnel de l'Hospice. Les employés des deux institutions ont donc réclamé par pétition commune le maintien des acquis et l'octroi des 40h. et des 5 semaines à tout le personnel de l'Hospice. La commission administrative de celui-ci a opposé un refus catégorique à ces revendications légitimes, elle s'est en particulier alignée sur les exigences du Conseil d'Etat genevois (alors que l'Hospice Général est une institution semi-publique) qui refuse globalement d'entrer en matière avec le personnel sur les 40h... tant que l'ensemble de l'économie privée n'aura pas adopté cet horaire !

La majorité des travailleurs du BUCAS a refusé de signer un nouveau contrat d'engagement à l'Hospice stipu-

lant un horaire de 42h.; et l'ensemble du personnel s'est déclaré par écrit totalement opposé à toute remise en cause des acquis. Aujourd'hui, les 2 commissions du personnel de l'Hospice et du BUCAS, les syndicats FchP et VPOD ainsi que le comité de soutien aux travailleurs de l'Hospice qui vient de se constituer et qui regroupe l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier genevois réclament l'ouverture de négociations à la commission administrative de l'Hospice. La victoire des négociations à la commission administrative de l'Hospice est absolument nécessaire; il serait en effet un comble, alors qu'une diminution globale du temps de travail est absolument nécessaire pour tous les travailleurs, que les horaires du personnel du BUCAS soient prolongés. La LMR mettra toutes ses forces, au côté des autres organisations, pour obtenir la victoire des travailleurs du BUCAS et de l'Hospice afin qu'une brèche s'ouvre enfin à Genève pour l'obtention des 40h.

5. 9. 1980, Ber.

Bienne : les boycottées du cours ménager condamnées !

Depuis plus d'une année, un comité d'apprenties et de gymnasiennes lutte à Bienne contre le cours ménager, obligatoire pour toutes les jeunes filles du canton de Berne. Jeudi 28 août, les boycottées du "cours de casseroles" passaient en "justice". Répondant à l'appel des boycottées soutenues par le Parti socialiste romand, la LMR, La Taupe, le MLF, l'O-FRA, plus de deux cents personnes sont venues

assister au procès dès 9h. du matin et démontrer ainsi leur opposition aux discriminations dont sont victimes les femmes dans le système de formation professionnelle. Après avoir été obligé de déplacer l'audience dans la plus grande salle de la préfecture biennoise, après avoir menacé de faire évacuer la salle si ses paroles continuaient d'être couvertes par les protestations de la centaine de personnes qui n'avaient pas pu entrer dans la salle, le juge (socialiste !) Rieder a finalement condamné les boycottées à l'amende et au paiement des frais de justice. Cela en s'appuyant sur une loi cantonale désuète de 1952 et sur la loi fédérale stipulant que "la femme dirige le ménage" ce qui est un "droit comme un devoir" fit remarquer Rieder avant de se faire copieusement siffler. Mais au-delà de ce procès, les actions du comité contre le cours ménager et le soutien des organisations de gauche doivent constituer le point de départ d'une campagne unitaire pour l'égalité des droits entre hommes et femmes et contre toutes les discriminations sexistes dans la formation scolaire et professionnelle.

corr. biennois

Clinique psychiatrique de Bel-Air, à Genève : un mort

Le 29 juin dernier, Alain est mort à la Clinique de Bel-Air alors qu'il y subissait une cure de sommeil. L'ADUPSY (Association pour les droits des usagers de la psychiatrie), dont Alain était l'un des fondateurs et responsables, a immédiatement dénoncé la Clinique de Bel-Air, affirmant notamment

que les médicaments avaient tué Alain "au 10ème jour d'une cure de sommeil inappropriée et mal contrôlée" et s'étonnant que de tels traitements à haut risque puissent être administrés contre la volonté des patients.

Cette affaire a suscité passablement de remous dans la presse, et la direction de Bel-Air, après un premier silence maladroit, s'est embrouillée dans un historique apologétique de la psychiatrie genevoise sans répondre aux questions qui lui étaient posées. Ses responsabilités sont pourtant évidentes puisque c'est un traitement médicamenteux imposé contre la volonté d'Alain et administré en conséquence à hautes doses qui a manifestement entraîné la mort de ce dernier. La responsabilité n'en revient pas en revanche au personnel qui est contraint d'appliquer des traitements qui sont imposés hiérarchiquement dans le cadre des lois en vigueur et qui doit en plus le faire dans le cadre des mauvaises conditions de travail dont il est victime. L'ADUPSY et la famille d'Alain s'étant portées partie civile, il est indispensable que cette affaire ne soit pas étouffée et que l'enquête judiciaire aboutisse à une modification de la loi et de la pratique psychiatrique.

Pour la bourgeoisie, la psychiatrie est un rouage important du contrôle social

qu'elle exerce. Mais cette fonction répressive s'articule aussi à une fonction d'assistance : la demande de la population en matière de soins psychiatriques est importante, la souffrance psychique est une réalité quotidienne pour de nombreux travailleurs et elle trouve son origine dans la nature et les contraintes de la société capitaliste.

Dans ce contexte, le rôle des travailleurs de la psychiatrie est primordial : eux seuls peuvent renverser la vapeur et, même si comme le dit Jervis "l'hypothèse d'une psychiatrie contre le système est contradictoire", renforcer la fonction d'assistance de la psychiatrie aux dépens de sa fonction répressive. C'est l'une des tâches du syndicat que de leur en faire prendre conscience en les organisant et en défendant leur droit de décider des soins qu'ils sont amenés à donner en toute connaissance de cause et dans des conditions satisfaisantes. Les organisations du personnel de la Clinique de Bel-Air doivent donc être absolument soutenues, particulièrement par l'ADUPSY, dans leur lutte pour obtenir de meilleures conditions de travail (diminution des horaires, hausse des effectifs, etc.), une meilleure formation, une démocratisation des rapports de travail, etc.

30 août 1980, Ber.

SI NOS ACTIVITES ET NOTRE POLITIQUE VOUS INTERESSENT :

prenez contact

LIGUE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE Section suisse de la IV^e Internationale

case postale 13, 2500 Bienne 4 (032) 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 59, 2800 Delémont 1
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3 (022) 20 68 02
case postale 592, 1000 Lausanne 17 (021) 23 05 91
case postale 32, 2000 Neuchâtel 2 (038) 24 25 23
casella postale 225, 6901 Lugano

suite de la page 4

DROITS DES IMMIGRES

A LA VEILLE D'UNE ETAPE IMPORTANTE

Le combat actif pour l'unité se poursuit

Chaque semaine confirme le rôle de plus en plus important de l'initiative "Etre solidaires" et accroît la détermination de la "Communauté" d'aller jusqu'au bout. La prise de position publiée début septembre est à ce sujet significative : elle affirme clairement que l'initiative ne sera pas retirée, tant que la nouvelle loi ne comporte pas d'améliorations substantielles et que la "Communauté" est prête au combat, si le Conseil fédéral devait décider, sur pression de l'USAM et consorts, de faire voter l'initiative avant l'adoption définitive de la nouvelle loi par les Chambres.

Par contre "Etre solidaires" semble renoncer à une mobilisation nationale lors du débat aux Chambres sur son initiative, par crainte d'une participation trop restreinte et pour ne pas trop "effrayer le bourgeois". Comment est-il possible d'amener un nombre croissant de Suisses et immigrés à s'engager activement pour les droits des immigrés, si l'on renonce à utiliser de telles occasions pour les mobiliser ?

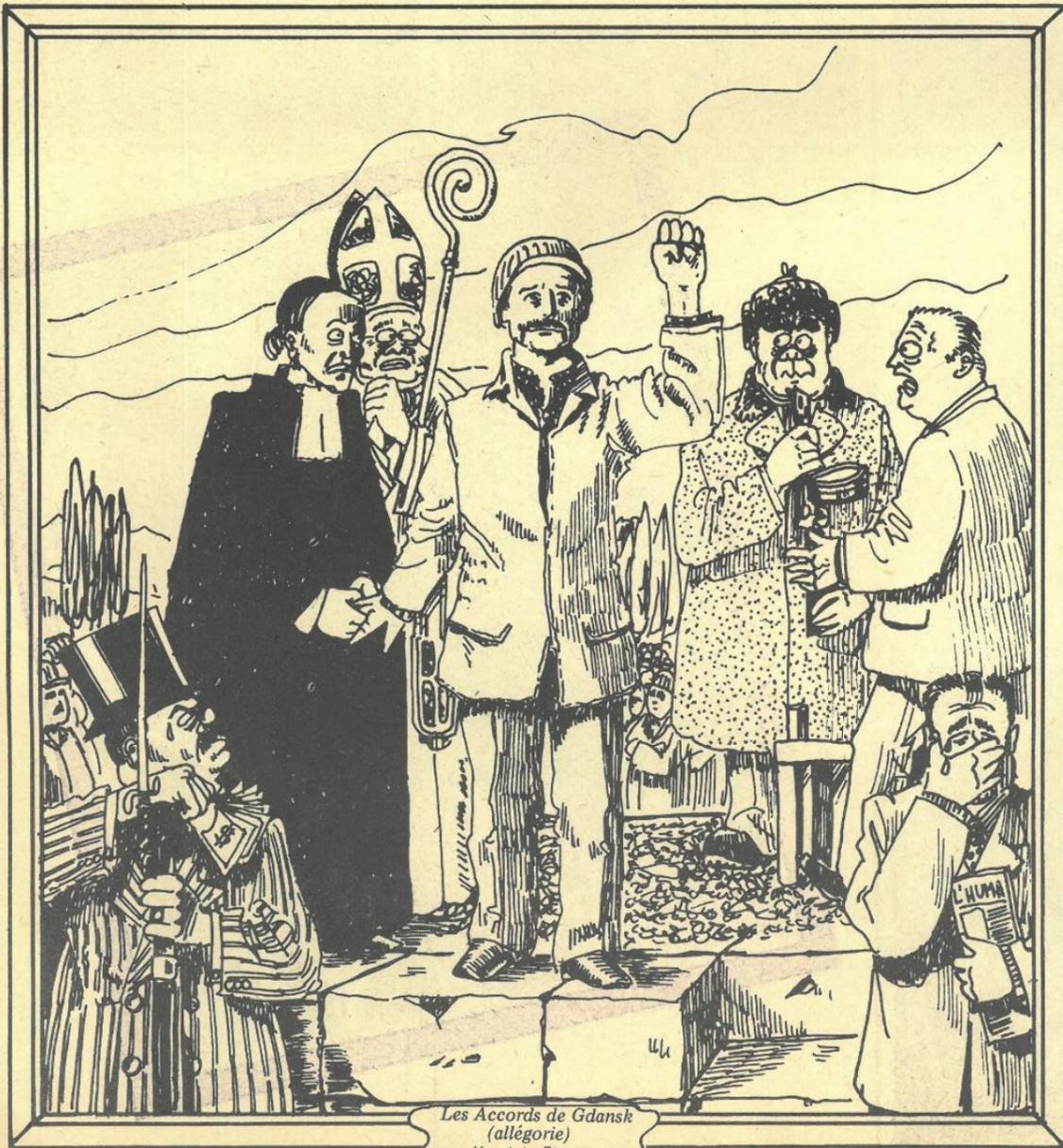
A part "Etre solidaires", ce mois de septembre verra le dépôt, dans de nombreux cantons suisses, d'une pétition lancée par l'immigration italienne réclamant l'introduction du droit de vote communal et cantonal pour les immigrés. Des manifestations ont lieu dans plusieurs villes. Le total des signatures (réunies en 9 mois à peine) doit se chiffrer entre 70 et 100 000. C'est une démonstration éclatante de la volonté des immigrés de se faire entendre et un démenti à tous ceux qui justifient leur refus d'un réel engagement pour les immigrés avec l'argument que "tous les Suisses sont xénophobes".

Un premier bilan

Il y a une année, le combat pour les droits des immigrés semblait sans issue; aujourd'hui la situation est plus favorable. La confrontation autour de l'initiative "Etre solidaires" prend de plus en plus ouvertement un caractère de classe. Le mouvement ouvrier ne peut plus éviter de mener le débat. On peut donc envisager que, malgré le rapport de forces encore défavorable, la nouvelle législation comporte au moins un certain nombre d'améliorations. Par ailleurs, le débat sur cette question capitale peut conduire à une réelle politisation de nombreux travailleurs.

Dans l'immédiat, il est essentiel de renforcer le soutien à "Etre solidaires". Parallèlement il faut aussi utiliser le réveil qui se manifeste au sein d'une partie du mouvement ouvrier, pour engager une discussion de fond, dans les organisations ouvrières et sur les lieux de travail, sur une véritable politique d'unité entre travailleurs suisses et immigrés, qui ne peut viser que l'égalité des droits au niveau suisse et le développement d'une pratique syndicale réellement internationaliste pour la défense des intérêts des travailleurs.

Faucher



Les Accords de Gdansk (allégorie) par Karolyi Gleyrowski

A bas le statut de saisonnier — pour "Etre solidaires" !

Durant la session d'automne, le Conseil national va se pencher sur le problème des immigrés. Sa commission préparatoire s'est prononcée contre l'initiative "Etre solidaires". Cette initiative a pour revendication principale l'abolition du statut de saisonnier des travailleurs immigrés.

En même temps, la commission du Conseil national a décidé de soutenir la nouvelle loi sur les étrangers élaborée par le Conseil fédéral. Contrairement au Conseil fédéral et au Conseil des Etats, la commission veut cependant donner la possibilité au saisonnier de s'établir déjà après 28 mois répartis sur quatre saisons. Derrière cette attitude apparemment favorable aux étrangers se dissimule une manoeuvre de la pire espèce. La loi doit en effet être approuvée après la décision parlementaire sur l'initiative "Etre solidaires". L'association des Arts et métiers — l'ancienne armée de réserve des xénophobes de l'Action nationale et des Républicains — a annoncé qu'elle lancerait le référendum si le statut de saisonnier était assoupli d'une manière ou d'une autre. Naturellement, lancer le référendum contre la loi avec une initiative encore pendante serait une manoeuvre risquée. Le semblant de libéralisme de la commission du Conseil national a donc pour but d'isoler l'initiative "Etre solidaires", que l'on combattra comme irréaliste, vu l'"ouverture" de la loi. En même temps, on laissera sa chance à l'ultra-réactionnaire association des Arts et métiers. La grande bourgeoisie veut ainsi laisser ouverte la possibilité de s'allier soit avec les Arts et métiers, soit avec l'Union syndicale (USS) et le Parti socialiste (PSS).

Pour nous — et nous espérons qu'il en va de même pour tout le mouvement ouvrier — ce n'est qu'une raison de plus d'appuyer "Etre solidaires". Officiellement, l'USS et le PSS se sont aussi prononcés contre le statut de saisonnier.

C'est une réglementation qui dégrade une partie de la classe ouvrière suisse au rang de bêtes de somme, sans aucun droit humain. Seul un conseiller fédéral aussi balourd que le démocrate-chrétien Hürlimann pouvait fêter l'oeuvre de tels saisonniers, le nouveau tunnel du Gothard, comme une réalisation de la nation suisse (discours d'ouverture). Soit dit en passant, chaque collègue suisse peut ainsi s'imaginer la situation dans laquelle Messieurs Hürlimann et compagnie aimeraient voir la nation suisse.

Cette réglementation a toutefois aussi des effets sur les travailleurs et les travailleuses qui disposent du passeport suisse. La bourgeoisie l'utilise pour empêcher qu'à la suite du manque de main-d'oeuvre les salaires n'augmentent, tout en n'ayant pas de frais supplémentaires à déboursier pour ce surplus de travailleurs.

Nous saluons donc le fait que l'USS se soit une nouvelle fois prononcée contre le statut de saisonnier et, plus généralement, pour les buts de l'initiative "Etre solidaires". Mais il nous semble plus important que la direction syndicale s'aperçoive qu'elle ne peut pas, pour sa part, mener une politique salariale en réclamant une diminution de la population immigrée. Renvoyer des immigrés signifie pour eux aller chômer dans le Sud, même lorsque le renvoi est réclamé par l'USS et enrobé du prétexte de la protection humanitaire de la famille.

Aujourd'hui, plus que jamais il est urgent de lutter dans toute l'Europe pour des droits démocratiques complets pour tous les travailleurs, et de réunir ces derniers dans des syndicats internationaux et internationalistes forts. Les patrons connaissent depuis des décennies la collaboration européenne. Les syndicats sont encore loin derrière.

Et ce n'est pas seulement une question d'organisation, mais surtout et d'abord un problème d'orientation. Et celle-ci doit clairement être :

- contre les manipulations bourgeoises des droits de nos collègues immigrés !
- contre le statut de saisonnier !
- pour l'initiative "Etre solidaires" !

Kkst.

HAUSSE DU TAUX HYPOTHECAIRE :

UNE NOUVELLE ATTAQUE DU CAPITAL

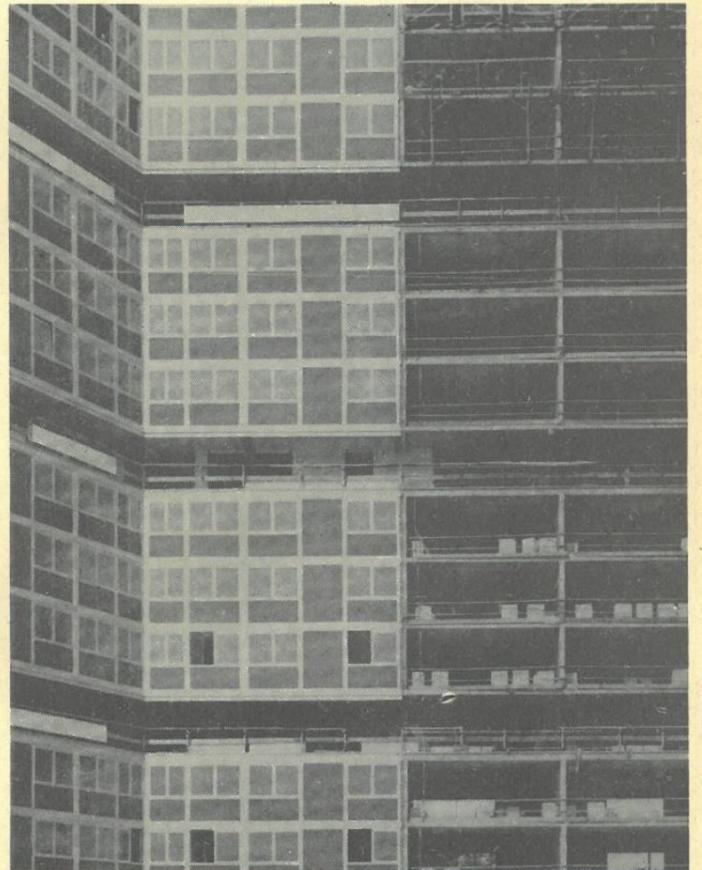
En juin, l'"indignation générale" et la forte pression de la Banque nationale avaient amené les banques à renoncer provisoirement — jusqu'au 1er octobre — à l'augmentation prévue d'un demi-pourcent à la fois du taux hypothécaire et du taux d'intérêt des carnets d'épargne. Toutefois, après deux mois seulement, les banquiers sont revenus à la charge avec un projet assez semblable (augmentation du taux des crédits hypothécaires pour l'agriculture et les logements déjà construits à partir du 1er mars seulement). Ils ont trouvé non seulement l'appui de la Banque Nationale mais aussi des commentaires modérés dans les journaux bourgeois "neutres" comme le Tages Anzeiger, qui il y a deux mois encore avaient prouvé que la hausse était insoutenable !

Qu'est-ce qui a provoqué ce changement ? d'abord, en repoussant le moment de l'augmentation au 1er mars, la hausse des loyers qui suivra celle du taux hypothécaire n'apparaîtra pas encore dans l'indice des prix de novembre et ne pourra pas être récupérée cette année déjà par des indemnités de renchérissement plus élevées. Dans la majeure partie des cas, l'indexation au renchérissement ne se fait qu'une fois par année, vers Nouvel An. Pour les salariés ainsi concernés, l'ajournement de la hausse leur fera subir une perte qui pourra correspondre à près de 1 o/o du salaire annuel. Les patrons seront déchargés d'autant. Cette manipulation a été dénoncée par les associations de locataires et par la Société suisse des employés de commerce. On a accordé un peu moins d'attention à une deuxième manipulation : juste avant la réunion entre les banquiers privés et la Banque Nationale, le taux d'intérêts des valeurs à intérêt fixe est monté d'un coup de quelques points. A l'origine de cette hausse, il y avait un nouvel emprunt de la Confédération, dont les acheteurs potentiels fixent pour ainsi dire le taux, dans la mesure où ils y répondent par une offre d'achat correspondante. Et ne voilà-t-il pas que, comme par miracle, les grands acheteurs du monde bancaire et des assurances se déclarèrent prêts à répondre à l'emprunt de la Confédération, à condition que son rendement soit un peu plus élevé ! Ainsi fut déclenchée une "tendance à la hausse du taux d'intérêt", qui en retour justifiait d'autant plus la "nécessité" de l'augmentation du taux hypothécaire.

L'appétit des banques

Les banques justifient le passage du taux hypothécaire de 4,5 o/o à 5 o/o par le fait qu'elles ne disposeraient plus assez de fonds d'épargne "à bon marché" pour financer des hypothèques à bas taux. Effectivement, de plus en plus d'épargnants ne trouvent plus leur compte avec un intérêt de 2,5 o/o pour leur livret de caisse, lorsque le renchérissement est bien supérieur. Il y a probablement des milliards en fonds d'épargne qui ont été investis dans des obligations de caisse et des obligations dont les taux d'intérêt sont plus favorables. Il est par contre douteux qu'un taux hypothécaire de 5 o/o soit nécessaire pour faire passer l'intérêt de l'épargne de 2,5 o/o à 3 o/o, comme c'est prévu. Durant des années, les banques s'en sont bien sorties avec une différence de taux de 0,75 à 1,25 o/o entre l'intérêt de l'épar-

gne et celui des hypothèques. Et maintenant, tout d'un coup, une différence de 2 o/o (entre 3 o/o pour l'épargne et 5 o/o pour les hypothèques) deviendrait "nécessaire" ?!!



La hausse du taux hypothécaire devrait entraîner une augmentation d'environ 7 o/o des loyers; il faudra donc payer plus pour avoir le droit de "vivre" dans de telles cages à lapins !

Des sommes énormes sont en jeu. En mai 1980, les banques les plus importantes disposaient de 84,4 milliards de crédits hypothécaires. 2 o/o de marge d'intérêts sur cette somme représentent environ 1,7 milliard (1 700 millions). Avec ce montant on pourrait payer 38 000 employés de banque avec un salaire annuel moyen de 45 000 francs, alors que la gestion des hypothèques ne coûte qu'une fraction de cet argent. Les grandes banques vont donc accumuler d'énormes superprofits supplémentaires, alors que les banques hypothécaires proprement dites devraient être partiellement moins favorisées. Quelqu'un d'extérieur aux banques peut difficilement se faire une idée exacte de la situation, d'autant plus que la Banque Nationale en se taisant se fait le complice de cette entourloupette; institution de l'Etat bourgeois, elle protège ainsi les secrets du profit et les bénéfices de l'économie privée. Mais le redoublement de la marge d'intérêts entre les fonds

d'épargne et les hypothèques démontre clairement qu'il s'agit là non pas du simple résultat de l'action des "forces aveugles" du marché, mais bien d'une nouvelle attaque du capital contre les locataires et les salariés. C'est une partie de l'offensive bourgeoise qui vise à réduire la part des salaires — et donc à augmenter celle des profits — au produit national, en vue de la prochaine récession.

Que faire ?

L'actuelle initiative sur les banques du PSS vise surtout la fraude fiscale. Contre les méthodes bancaires décrites ci-dessus elle ne pourrait rien, même en étant appliquée. Une réintroduction du

contrôle des prix (qui jadis avait différé puis empêché une augmentation du taux hypothécaire) n'apporterait pas grand chose, car il pourrait à long terme être contourné par les banques. Seule la nationalisation des banques et leur gestion comme un service public, sous le double contrôle de leur personnel et des travailleurs, permettraient de les mettre au service de la majorité du peuple. Il serait alors possible, par exemple, de fixer le taux d'intérêt non pas d'après les besoins du profit, mais d'après des critères sociaux. C'est ce qu'il faut expliquer aujourd'hui aux salariés qui réfléchissent et en concluent "qu'il y a quelque chose de pourri au royaume du Danemark". Nous devons immédiatement nous engager dans les syndicats pour que l'indexation au coût de la vie ne se calcule pas simplement sur la base des résultats de novembre ou de décembre, mais inclue l'augmentation des loyers à venir.

GK

Zurich : initiative cantonale pour des ateliers publics d'apprentissage

LE CONSEIL D'ETAT LES JUGE SUPERFLUS !

C'est le 7 août que le gouvernement zurichois a rendu public son message sur l'initiative cantonale "pour des ateliers publics d'apprentissage". Il se prononce pour son rejet sans contre-projet. Quatre jours plus tard, une commission du Grand Conseil, composée de 15 membres (4 socialistes et 11 bourgeois), a été élue pour traiter l'initiative. Cette commission — et, on peut le prévoir, le Grand Conseil — vont recommander également le rejet de l'initiative. La lutte va donc se concentrer essentiellement sur le plan de la votation populaire. L'élément décisif, dans ce cadre, est l'élargissement de l'unité qui s'est déjà réalisée pour le lancement de l'initiative à tous les partis ouvriers et surtout aux syndicats. La stratégie de la bourgeoisie consiste très probablement à soumettre l'initiative rapidement au vote en escomptant son rejet pour avoir ensuite les mains libres dans l'élaboration d'une loi cantonale sur la formation professionnelle.

Le rapport du Conseil d'Etat : scandaleux et cynique

Ce rapport défend avant tout le système d'apprentissage dans l'entreprise. Ses conséquences catastrophiques sur la formation ou plutôt la non-formation, comme sur les perspectives professionnelles, des jeunes — surtout pour les plus défavorisés, les filles, les jeunes immigrés et les jeunes soi-disant "scolairement faibles" — sont parfois mentionnées tout en étant justifiées ou alors sont noyées dans une rhétorique sans contenu ou enfin simplement passées sous silence. Le rapport est particulièrement cynique quand il conclut que, malgré la mauvaise situation de la formation professionnelle, qui ne peut guère être contestée, les mesures proposées par l'initiative ne sont nullement justifiées ! Une seule exception : les ateliers publics pour handicapés. Sur ce point, le gouvernement zurichois est suffisamment perspicace pour considérer les handicapés comme des défavorisés ! Il entend cependant se donner là aussi un délai de réflexion... En plus, la réalisation des ateliers publics impliquerait selon le rapport "des dépenses immenses que l'Etat ne veut ni ne peut prendre en charge".

Comment boucher les trous sur le marché des places d'apprentissage ?

"Il est vrai que, dans notre système de formation professionnelle, ce sont essentiellement les patrons qui déterminent le nombre et la qualité des places d'apprentissage. Ils ont pourtant (...) bien rempli cette fonction, car le nombre de places d'apprentissage est en augmentation constante et ceux qui ont terminé des apprentissages professionnels ont trouvé, en général, sans trop

de difficultés des places de travail" (rapport du Conseil d'Etat zurichois). Le gouvernement oublie bien entendu ce que nous avons souvent souligné : le nombre de places d'apprentissage a augmenté dans les professions de arts et métiers et dans le secteur des services, là où les apprentis, après un apprentissage sur le tas dès plus courts, peuvent être utilisés comme main-d'oeuvre à bon marché. Après leur apprentissage, ils sont d'ailleurs le plus souvent remplacés par de nouveaux apprentis. La croissance rapide des places d'apprentissage dans le secteur de la vente ou dans l'hôtellerie est aussi à mettre en parallèle avec la stagnation ou la diminution des effectifs de salariés dans ces branches. En particulier les perspectives professionnelles sont mauvaises, salaires très bas, conditions de travail épuisantes, temps de travail élevé. C'est la raison pour laquelle les jeunes, après leur apprentissage, retournent dans la grande industrie comme manoeuvres peu payés justement dans ces entreprises, où, deux ou trois ans auparavant, ils avaient cherché en vain une place d'apprentissage dans une profession d'avenir. Car, dans ces entreprises-là, les places d'apprentissage n'augmentent que très peu — comme dans l'industrie des machines — ou même diminuent.

La dispersion dans de petites entreprises n'apporte que des désavantages pour les apprentis

"L'apprentissage dans l'entreprise a en plus l'avantage qu'il peut être pratiqué de manière très centralisée..." (rapport du Conseil d'Etat). De belles paroles ! Mais la "décentralisation" est bien plutôt une expression "poétique" pour parler d'une réalité qui ne l'est guère !

1. Le coût salarial très faible des apprentis pour les petites entreprises est souvent décisif pour se maintenir sur le plan concurrentiel, même s'il profite naturellement aussi aux grandes entreprises.
2. Les contrats d'apprentissage, dispersés sur plusieurs petites entreprises, sont presque incontrôlables.
3. Plus les apprentis sont atomisés, moins ils pourront se défendre et s'organiser.

L'apprentissage dans l'entreprise : une formation meilleure ?

Le gouvernement zurichois doit lui-même avouer, à son grand regret, que les ateliers publics d'apprentissage peuvent offrir une meilleure formation :

"Les ateliers publics d'apprentissage actuels ont été créés pour former une élite professionnelle qui rehausse le niveau de l'industrie et des métiers (...). A côté des ateliers publics d'apprentissage, on trouve des ateliers de formation à l'intérieur même des entreprises, surtout dans les grandes firmes de l'industrie des machines, ateliers où les apprentis reçoivent une introduction à leur profession qui ne dépend pas du hasard lié à la marche conjoncturelle des affaires".

Complétons en disant que ces ateliers de formation à l'intérieur des entreprises ne sont "propres à l'entreprise" que du point de vue du contrôle qu'exerce sur eux le patron. Ces ateliers permettent de jeter de la poudre aux yeux quant à la qualité de l'apprentissage dans l'entreprise. Mais, en ce qui concerne leur financement, ils sont presque entièrement subventionnés par la collectivité publique. Là l'Etat "veut et peut payer" des ateliers d'apprentissage. Evidemment, en plus, les apprentis qui y travaillent procurent naturellement du profit, car, pour au moins la moitié de leur temps d'apprentissage, ils travaillent de manière tout à fait productive.

Est-ce que seule la moitié des filles est désavantagée ?

"Ce n'est que pour quelques groupes, par exemple les jeunes filles des gymnases et des écoles supérieures, que le choix de la profession est limité" (rapport du Conseil d'Etat).

Quant aux filles des écoles secondaires, dont plus de la moitié font un apprentissage commercial, elles sont, d'après le gouvernement zurichois, dans la catégorie des

filles dont le choix de profession n'est pas limité ! 70 o/o de toutes les apprenties se répartissent dans les cinq professions féminines traditionnelles. La part de celles qui ne "choisissent" pas ces professions a diminué, entre 1971 et 1978, de 10 à 5 o/o. 38 o/o des apprentis sont des filles mais, en quatrième année d'apprentissage, leur proportion n'est plus que de 7 o/o. Une part significative des femmes reste sans formation professionnelle.

Des déclarations non fondées sur les étrangers !

"Des difficultés existent avec les étrangers qui ne maîtrisent pas ou pas suffisamment l'allemand. Elles peuvent être surmontées par des mesures adaptées, comme par exemple des cours d'intégration subventionnés par l'Etat."

18 o/o environ des enfants d'immigrés qui sont relégués dans des classes spéciales, le sont pour des raisons de langue. Mais 80 o/o des jeunes immigrés ne trouvent pas de place d'apprentissage. "Les cours d'intégration et de transition pour jeunes immigrés" dans la ville de Zurich — qui n'existent nulle part ailleurs en Suisse — ne concernent que quelque trente élèves. Si leur succès est le même que les années précédentes, seulement huit d'entre eux trouveront une place d'apprentissage ! Et à lui seul, le canton de Zurich compte environ 11 000 jeunes immigrés entre 14 et 17 ans.

L'Etat peut payer s'il le veut

L'Etat paie 22 000 francs annuellement pour un étudiant qui fréquente une école supérieure, 7 500 francs pour un élève d'une école moyenne mais seulement 2 800 francs pour un apprenti. Du reste, lorsqu'il en va de la construction de routes (pour ne prendre qu'un exemple), l'Etat est toujours prêt à payer !

Le gouvernement zurichois se plie donc totalement aux intérêts du patronat en invoquant des arguments fallacieux. Il n'arrive d'ailleurs pas, dans son argumentation, à minimiser totalement l'intérêt et la nécessité d'ateliers publics d'apprentissage. Il ne peut pas simplement passer sous la table la misère du système actuel de formation professionnelle ni trop embellir la politique des patrons.

U.B. / S.B.

DROITS DES IMMIGRES

A LA VEILLE D'UNE ETAPE IMPORTANTE

Le débat autour de la nouvelle loi sur les étrangers s'approche aujourd'hui de la phase des décisions :

* le 28 août 80, la commission du Conseil national a terminé l'examen du projet de loi en adoptant une série de propositions de modification et en préconisant l'acceptation du tout par 16 voix contre 1 et 7 abstentions (les membres socialistes ont dit oui) ;

* lors de la même séance cette commission a discuté et rejeté l'initiative "Etre solidaires" par 14 voix contre 7 et 4 abstentions.

L'initiative va être soumise aux Chambres dans la session de septembre. Le Conseil national traitera le projet de loi, peut-être pendant la même session, mais plus probablement en décembre.

La querelle entre les courants de la bourgeoisie

Dans le camp bourgeois il y a un large accord sur le fait que la législation à venir ne doit s'écarter que par des détails de la situation actuelle. Ces détails sont cependant suffisamment intéressants pour être utilisés par les travailleurs, pour approfondir la division actuelle des rangs bourgeois :

* Un courant "éclairé" admet que le statut des immigrés devrait être amélioré sur plusieurs points. Il se préoccupe de la renommée internationale de la Suisse, et veut diviser par ce biais les partisans des droits des immigrés et isoler l'initiative "Etre solidaires".

* L'USAM (Union suisse des arts et métiers), les associations patronales de la construction, du tourisme et de l'agriculture, et les représentants bourgeois des régions de montagne veulent par contre maintenir très précisément l'aspect le plus inhumain de la législation sur les étrangers : le statut du saisonnier. Ils savent que la surexploitation de ces travailleurs est à l'origine de leurs profits. Ils menacent de lancer le référendum si les Chambres devaient suivre la proposition de la commission de réduire de 35 à 27 mois en 4 ans la durée de séjour autorisant un saisonnier à demander le permis annuel. Leur objectif actuel est de faire voter le peuple sur l'initiative "Etre solidaires" avant l'adoption du projet de loi par les Chambres pour éliminer la pression que cette initiative exerce actuellement sur les parlementaires. Pour cette raison ils ont exigé et obtenu que les Chambres se prononcent sur cette initiative déjà durant la session de septembre. Ils ont fondé un "centre d'information sur le statut de saisonnier" qui bombarde les parlementaires d'incitations à maintenir ce statut abominable.

Vu ce conflit, il ne faut se faire aucune illusion sur l'issue du débat parlementaire. Le compromis bourgeois ne peut être que défavorable à l'unité ouvrière.



Interfoto

Un certain dégel dans le mouvement ouvrier

Du côté des organisations ouvrières, on commence depuis 1 an à prendre conscience de l'importance du problème. Les prises de position avancées des congrès nationaux de la FOBB et de la VPOD de l'année passée en furent les signes avant-coureurs. Ce printemps, des responsables de la FOBB, de la VPOD et de la FCTP tenaient une conférence de presse, avec "Etre solidaires", contre le statut de saisonnier. Cet été le comité directeur du PSS a adopté une "Conception à long terme sur le problème des immigrés" très proche dans son contenu des positions de l'initiative "Etre solidaires".

La prise de position du comité directeur de l'USS du 27 août dernier doit être interprétée dans le même sens. Le communiqué de presse publié à l'issue de cette réunion comporte d'une part un passage dans le "bon vieux style", qui soutient la politique de stabilisation du Conseil fédéral. Mais il annonce d'autre part que le comité directeur aurait fait une "appréciation positive" des buts de l'initiative "Etre solidaires". C'est indéniablement une nouveauté pour cette centrale syndicale.

On aurait tort de sous-estimer ces événements. Certes, ces changements de position n'ont lieu qu'au niveau des directions. Mais c'est malgré tout une brèche, car le refus des organisations ouvrières de se battre réellement pour une amélioration du statut des immigrés constituait jusqu'à présent un atout capital dans le jeu mené par la bourgeoisie suisse pour maintenir la division légale de la classe ouvrière. Cette évolution ouvre aussi des perspectives concrètes pour renforcer le soutien à l'initiative "Etre solidaires".

suite page 2

Prenant prétexte de la "liberté des contrats", les bourgeois combattent depuis des décennies le développement de la protection légale contre les licenciements. La Confédération des syndicats chrétiens (CSC) veut lancer, en octobre encore, une initiative populaire pour une meilleure protection des salariés. En faisant cavalier seul ?



PROTECTION CONTRE LES LICENCIEMENTS :

UNITÉ OUVRIÈRE USS/CSC CONTRE LE FRONT PATRONAL !

Alors que l'ensemble des pays voisins de la Suisse connaissent une protection légale des salariés contre les licenciements "injustifiés", en Suisse, l'absolutisme patronal règne encore en maître. La liberté patronale de licencier n'est limitée que durant certaines périodes précises : service militaire, maladie ou accident, accouchement — et cette protection minimale n'est que de très brève durée.

Aucun patron ne peut être attaqué juridiquement pour des licenciements pour des raisons politiques ou lorsqu'il chasse de l'entreprise des syndicalistes actifs. Les droits garantis par la Constitution, d'organisation et de réunion, ne sont que des principes du libéralisme bourgeois, fonctionnant selon le modèle du "citoyen libre" : chacun a le droit de conclure et de résilier des contrats !

En réponse à une motion socialiste (Muheim), le Conseil fédéral a synthétisé l'argumentation bourgeoise : "une protection générale contre les licenciements constituerait une lourde atteinte à la liberté de résiliation des contrats". Le conseiller national radical Allenspach (directeur de l'Union centrale des Associations patronales) est même parti en guerre contre la revendication de justification des licenciements. L'"ami des travailleurs" radical le fait sous prétexte de vouloir protéger les salariés des dossiers patronaux et du renforcement du contrôle dans l'entreprise qu'entraînerait la pratique de la justification des licenciements !

L'opposition fondamentale des patrons à une amélioration de la protection contre les licenciements est aussi apparue lors du débat au Conseil national, durant la session d'été, sur la motion Muheim. Le chef du groupe UDC, Hofmann, expliqua : "Le droit de licencier fait partie du système de l'économie libre de marché..." et Allenspach ajouta : "mais si maintenant vous voulez placer entre les mains du juge les décisions concernant la politique du personnel, alors vous mettez en jeu la flexibilité et, par là une des forces, de notre économie".

Pour une protection légale contre les licenciements — pour le renforcement des syndicats dans l'entreprise !

La récession de 1974/75 et ses licenciements massifs ont clairement fait voir l'actualité d'une protection contre les licenciements. En 1976 déjà, le vice-président de la CSC, le conseiller national démocrate-chrétien Jelmini, tenta d'ouvrir la discussion à ce propos par une motion. En vain cependant, vu la majorité bourgeoise régnant



aux Chambres. Confrontée à une série de licenciements, la Fédération chrétienne des ouvriers de la métallurgie (FCOM) lança l'idée d'une "initiative populaire pour une meilleure protection contre les licenciements" et trouva, après le conflit dans l'entreprise Häfeli à Sarnen, le soutien de la CSC. Le projet de la CSC (dont le texte exact n'est pas encore connu) contient les principes suivants :

- tout licenciement doit être justifié;
- suspension des licenciements injustifiés par les tribunaux;
- possibilité d'allonger les délais de licenciements;
- développement de la protection contre les licenciements en cas de maladie, d'accident et de maternité.

Une victoire politique du mouvement ouvrier sur ce terrain, au niveau légal et au niveau des conventions collectives, constituerait un puissant stimulant pour tous les militants syndicalistes dans les en-

treprises et accroîtrait la confiance en soi de larges couches de salariés.

Toutefois, cette liste de revendications laisse encore bien des questions en suspens, qui sont importantes pour la lutte syndicale : qu'est-ce qu'un "licenciement injustifié" ? Est-ce que le syndicat s'en remettra à l'avenir aux tribunaux bourgeois pour savoir quel(le)s collègues il défend ?, etc. Aujourd'hui, une discussion à l'intérieur du mouvement syndical doit permettre de clarifier ces points.

Le cavalier seul de la CSC — en vue d'un compromis pourri ?

L'assemblée des délégués de la CSC a décidé par 45 voix contre 20 (parmi lesquelles les délégués de la FCOM) que la CSC lancerait seule l'initiative avec la justification suivante : "Ainsi la CSC conserve les mains libres pour la rédaction du

texte de l'initiative et plus tard pour prendre position lors des consultations du Conseil fédéral et du parlement" (Aktiv, no 11).

Par contre, tout le monde est bienvenu pour la récolte des signatures : "Après le lancement, la CSC invitera naturellement toutes les autres organisations ouvrières intéressées à soutenir l'initiative". Tout le monde peut venir — la CSC seule décide politiquement ! Et ce n'est pas par hasard ! Les syndicats chrétiens connaissent la force explosive du problème qu'ils soulèvent. Déjà durant la session d'été 1980, des conseillers nationaux du PDC, proche de la CSC, ont polémique durement contre la motion des socialistes pour une protection contre les licenciements. En faisant cavalier seul, la CSC se garde la possibilité de retirer l'initiative, contre une petite concession, afin de ne pas durcir la confrontation avec et dans le PDC, tout en se faisant valoir comme une

force utile pour les travailleurs. Les salariés ne doivent pas laisser cette importante lutte à une organisation, qui subordonne les intérêts ouvriers à une politique bourgeoise — celle du PDC !

Unité ouvrière contre le pouvoir des patrons !

Alors que la CSC choisit de monter seule en ligne, l'USS, de son côté, poursuit son bonhomme de chemin, au niveau des prescriptions des contrats collectifs et par ses propositions parlementaires.

Il est possible, aujourd'hui déjà, lors du renouvellement des contrats collectifs de branches, que les fédérations de l'USS et de la CSC mettent en avant ensemble la revendication de la protection contre les licenciements. Si cette lutte n'est pas prise en main comme une tâche centrale, si les travailleurs ne sont pas organisés au niveau de l'entreprise, une initiative populaire sur ce thème n'est pas crédible.

Toutes les expériences montrent que des succès substantiels ne peuvent être obtenus que lorsque l'ensemble du mouvement ouvrier mobilise ses forces. Une unité USS/CSC ne signifie pas que la CSC n'aura plus rien à dire. Elle lui offre bien plus la possibilité de discuter et de décider avec l'ensemble des travailleurs des mesures à prendre dans la lutte pour la protection des licenciements. Dans cette discussion, la CSC peut présenter ses positions à l'opinion ouvrière déjà au stade de l'élaboration des textes. Les travailleurs ne doivent pas encore une fois faire l'expérience d'initiatives utilisées uniquement comme des manoeuvres politiques et des opérations de prestige, comme ce fut le cas pour l'initiative de l'USS sur le temps de travail.

Aujourd'hui, l'USS, en tant que force la plus représentative du mouvement ouvrier, doit, avec ses fédérations, prendre la responsabilité pour rendre possible l'unité. Cette lutte politique significative, que toutes les organisations du mouvement ouvrier sont appelées à soutenir, ne se limite cependant pas à l'obtention d'un nouvel article constitutionnel. Les travailleurs ne sauraient se satisfaire de recevoir, dans les cas-limites, une certaine protection des tribunaux bourgeois. En conséquence, le bouclier politique d'une large campagne de toutes les organisations ouvrières représente un appui important aux luttes contractuelles pour le développement des droits syndicaux dans l'entreprise. Un droit de veto — résultant de la force des travailleurs — contre les licenciements et d'autres décisions patronales reste encore l'instrument le plus efficace.

R. Riemer

Dans un premier article (La Brèche no 234/235, 2 juillet 80), nous avons souligné l'importance du débat qu'ouvre le Groupe d'Yverdon pour l'ensemble du mouvement ouvrier et commencé à analyser les réponses qu'il avance pour surmonter "l'impasse de la politique de collaboration de classe" du PSS. Bien que la plate-forme publiée jusqu'ici indique encore peu sur quels objectifs immédiats le Groupe d'Yverdon compte avancer et regrouper des forces, elle formule un certain nombre de principes importants dont il faut discuter les implications.

Le Groupe d'Yverdon s'organise dans le Parti Socialiste (II)

POUR QUELLE POLITIQUE OUVRIÈRE ?

Le combat que veut engager le Groupe d'Yverdon rejoint en effet celui que nous menons depuis des années sur un point décisif : la volonté de tracer une orientation qui permette à la classe ouvrière de se renforcer face à la bourgeoisie, sur le plan politique comme dans les syndicats. A cet égard, sa plate-forme affirme fort justement : "Les socialistes doivent agir en militants dans les entreprises, dans les syndicats et dans la rue — pour sortir de la politique formelle — dans le but de conquérir de nouveaux droits avec les travailleurs, et ainsi jusqu'à l'autogestion. Nous tenons la prétendue division du PSS entre une aile 'syndicaliste' et une aile 'gauche' pour fautive et dangereuse (...) Nous voulons travailler en commun avec les organisations syndicales, dans celles-ci avec les forces démocratiques et combattives qui s'y sont affirmées, à la base, depuis la crise de 1974/75".

Ce refus du "partage des tâches" entre parti et syndicat est très important car il montre bien où se situe l'enjeu : pour sortir le mouvement ouvrier de l'impasse de la collaboration de classe, il s'agit de gagner la classe ouvrière dans son ensemble à une politique combattive et non pas simplement — comme l'ont fait bien des critiques "de gauche" du Parti Socialiste — de ravalier son programme et ses figures électorales.

Les notables du parti (dans l'appareil d'Etat, députés, etc...) comme la bureaucratie syndicale ont au contraire toujours entretenu cette division du travail entre parti et syndicat pour éviter tout débat d'orientation politique et syndicale dans le parti comme dans les syndicats, et faire passer du même coup leur politique comme "la seule possible". Ritschard aux finances justifie le refus des syndicats d'engager la lutte contre les mesures d'austérité de la Confédération et "en retour" les conventions collectives restent la "chasse gardée" des syndicalistes. Avec cette méthode, typique de la bureaucratie, jamais les forces organisées de la classe ouvrière ne sont mises en commun pour gagner face au patronat et à la bourgeoisie dans une lutte contractuelle, une votation importante, une grève ou une campagne électorale !

Unité ouvrière et indépendance de classe

Pour surmonter cet obstacle, le Groupe d'Yverdon avance un élément essentiel : la nécessité de "rechercher partout l'unité d'action la plus large avec l'ensemble des partis de gauche et des organisations démocratiques". Il précise même que cette politique d'unité d'action ne doit pas se limiter "au sommet" mais s'efforcer de gagner la base "entre les organisations po-



Devant l'urne, vous êtes le patron

La lutte pour le socialisme selon l'organe du Parti socialiste vaudois.

litiques, syndicales et les divers mouvements" (femmes, antinucléaire, locataires, par exemple), en respectant l'autonomie de ceux-ci.

La formation d'un courant organisé dans le PSS qui défende cette conception de l'unité d'action peut avoir une importance très grande à l'avenir lors de toutes les batailles importantes qu'aura à mener le mouvement ouvrier. Il faut se rappeler en effet que le Parti Socialiste (à l'exception de Genève où il était confronté à un Parti du Travail plus fort) reste profondément marqué par l'anticommunisme et le refus d'une politique commune de la gauche. Cette orientation du PSS a évidemment une fonction politique précise : montrer à la bourgeoisie que le PSS est un parti "responsable", c'est-à-dire prêt à collaborer avec elle plutôt que de chercher à unir les forces de la classe ouvrière contre elle ! Dans les syndicats (à quelques exceptions près encore une fois), cette politique s'est traduite par des mesures d'exclusives contre les militants communistes ou plus généralement oppositionnels (comme le Manifeste 77). En s'affirmant clairement pour l'unité d'action des "forces de gauche", le Groupe d'Yverdon peut, à l'encontre de cette politique, gagner une audience dans le Parti Socialiste qui facilite l'unité d'action du mouvement ouvrier, y compris dans les syndicats. Rappelons simplement à ce propos que le soutien du Manifeste 77 par le PSS a fortement embarrassé la bureaucratie de la FTMH, rendant plus difficile sa dénonciation comme "manoeuvre gauchiste".

C'est pourquoi nous proposons aux camarades du Groupe d'Yver-

don d'envisager, dès aujourd'hui avec eux, toutes les possibilités de mener ensemble, sur des objectifs déterminés (comme notre initiative sur la formation professionnelle, la lutte contre la politique d'austérité de la Confédération, pour la réduction du temps de travail, etc...), une intervention coordonnée qui permette, dans les faits, de réaliser cette conception de l'unité d'action, que ce soit dans les syndicats où nous militons ensemble ou pour gagner le soutien du Parti Socialiste ou de ses sections à ces actions communes.

Ceci dit, un point reste indéterminé dans la position du Groupe d'Yverdon au sujet de "l'unité de la gauche" et mérite clarification. On sait en effet que des conceptions fort différentes peuvent se glisser dans la formule "unité des partis de gauche et des forces démocratiques". Tous les partis bourgeois — radicaux, libéraux et démocrates — s'affirment comme des partis "démocratiques" et il s'est toujours trouvé, dans le mouvement ouvrier, des stratèges du réformisme pour nous expliquer qu'il fallait s'allier à l'une ou l'autre de ces forces au nom de "l'unité de la gauche" ! Le Parti du Travail en a fait l'axe de sa politique (alliance PdT, PS, PDC) pour "l'union de la gauche" (électorale !) à Genève. Mais surtout, si l'idée d'unité d'action de la gauche gagne effectivement une audience dans le Parti Socialiste, nul doute qu'on retrouvera les mêmes arguments en faveur d'une "large alliance" avec des partis bourgeois "démocratiques". Une partie de l'appareil du parti — com-

me cela s'est déjà produit à Genève — pourrait être gagnée à cette idée du simple point de vue de l'efficacité électorale !

Sur le plan syndical, une telle conception de "l'unité" peut également se manifester en proposant l'alliance avec les "petits patrons", "victimes des monopoles", comme cela fut le cas lors de la manifestation contre le "démantèlement de l'horlogerie". Cette conception de "l'union de la gauche", qui n'est qu'une nouvelle formule de collaboration de classe (alliance avec un parti bourgeois ou avec des secteurs du patronat) a fait suffisamment de ravages pour qu'il faille, à notre avis, clairement s'en démarquer. D'autant plus que le Groupe d'Yverdon veut justement sortir de l'ornière de la collaboration de classe ! Or, pour y parvenir, nous pensons qu'il ne suffit pas de proposer une politique systématique d'unité d'action, son extension "du sommet à la base" — ce avec quoi nous sommes évidemment d'accord. Il s'agit également de mettre au centre de cette unité la lutte pour l'indépendance de classe du mouvement ouvrier. Indépendance politique en refusant de s'allier avec la bourgeoisie et ses partis, de participer à la gestion de son Etat, car ces concessions finissent toujours par sacrifier une partie des intérêts des travailleurs au "consensus" avec la bourgeoisie. Indépendance organisationnelle aussi, qui implique avant tout aujourd'hui la lutte pour des commissions d'entreprises qui ne soient pas liées à la direction et à la "paix du travail" mais imposent au contraire le contrôle systématique des travailleurs sur leurs conditions de travail.

Changer le Parti Socialiste ?

Si nous insistons sur ces points critiques de la plate-forme du Groupe d'Yverdon, ce n'est nullement par "purisme programmatique" mais parce que ces questions se posent et vont se poser dans la bataille pour "sortir le mouvement ouvrier de l'impasse".

Le critère de l'indépendance de classe est loin d'être une question abstraite, par exemple, lorsqu'il s'agit de se déterminer dans certains problèmes du mouvement antinucléaire, où toute une série de partis bourgeois se profilent. Que pense le Groupe d'Yverdon de l'initiative sur l'énergie, que bien des membres "écologistes" du PSS soutiennent ? Comment une opposition de gauche pourrait-elle donner son aval à des nouveaux impôts à la consommation alors qu'elle critique le soutien à la TVA des directions du PSS et de l'USS ? A coup sûr, une telle position ne ferait pas avancer le débat sur la politique de collaboration de classe et, plus grave, diminuerait la crédibilité de l'opposition auprès de travailleurs et syn-

diqués qui cherchent une réponse cohérente à la politique de leurs directions, y compris sur le terrain antinucléaire.

De même, si nous appuyons la lutte pour que le PSS sorte du gouvernement et rompe sa collaboration institutionnelle avec les partis bourgeois, encore faudra-t-il définir par quoi remplacer ce gouvernement. Un gouvernement "d'union de la gauche" avec des partis bourgeois ou un gouvernement des organisations ouvrières ? Les notables du PSS, qui sont en la matière des gens très réalistes, c'est-à-dire qui attendent des propositions concrètes pour s'assurer leurs sièges et leurs postes, auront beau jeu de taxer "d'irréalisme" les propositions du Groupe d'Yverdon s'il n'affirme pas en positif ce vers quoi il veut aller.

Sur le terrain syndical également, la bureaucratie aura toute latitude pour dévaloriser l'opposition si celle-ci n'avance pas des propositions qui permettent à la classe ouvrière de renforcer ses rangs. Or, dans toutes ces questions, dès qu'il s'agit de passer des principes généraux aux pas concrets, les pressions au compromis, relayées par tout l'appareil du parti et des directions syndicales, et dans une situation où la base ouvrière reste encore peu active, peuvent rapidement pousser à des positions qui n'ont plus rien à voir avec les principes énoncés. N'att-on pas déjà entendu des camarades du Groupe d'Yverdon présenter la gestion des communes comme exemple de "l'autogestion décentralisée" ?

Ces risques sont d'autant plus grands que les camarades se donnent pour projet de "transformer le PSS en un instrument efficace de la construction d'une alternative socialiste". Nous pensons qu'ils se trompent en croyant que le PSS puisse redevenir un tel instrument. Les notables du parti et la bureaucratie syndicale, liés par mille fils à la gestion de l'appareil d'Etat et la cogestion des entreprises, ont un intérêt organique à maintenir le cap de la collaboration de classe.

C'est donc en changeant les rapports de forces dans la classe ouvrière et spécialement dans les syndicats qu'on peut espérer surmonter cet obstacle. Si la formule "changer le PSS" consiste à dire qu'à chaque pas dans cette direction il faut essayer de gagner le PS, ses sections et ses militants, autour d'objectifs concrets, même si cela entre en contradiction avec la politique du parti, alors nous sommes d'accord. Car une grande partie des militants et syndicalistes de base du PSS peuvent et doivent être gagnés à ce combat. Et c'est le mérite du Groupe d'Yverdon d'avoir affirmé qu'ils existent.

M. Thévenaz, 25 août 1980

DE CRISE EN CRISE, UNE NOUVELLE AVANT-GARDE

"Des soulèvements ont eu lieu en Pologne en 1956, 1970 et 1980, et ils deviennent plus fréquents. C'est pourquoi la machine doit être réparée. Mais il semble que ce ne soit pas possible; alors pourquoi ne pas s'en procurer une autre ?" Cette déclaration de Lech Walesa, dirigeant du comité de grève interentreprise (MKS) de Gdansk montre bien en quoi la victoire des travailleurs polonais est le fruit tout à la fois de l'expérience accumulée et de la conscience de l'ampleur de la tâche à accomplir. L'une des raisons de la situation difficile de la bureaucratie réside justement dans sa perte de tout crédit dans les masses polonaises : "En 1956, j'ai accueilli l'arrivée de Gomulka avec enthousiasme. J'ai été déçue. En 1970, j'ai accueilli celle de Gierek avec espoir. J'ai été déçue. Aujourd'hui je n'ai confiance qu'en nous-mêmes, qu'en notre force...", explique une ouvrière des chantiers navals de Gdansk. Cet apprentissage de la défiance à l'égard de la bureaucratie, des couches dirigeantes du parti et de l'Etat, des milliers de travailleurs l'ont fait ces dernières années. C'est de là que vient une bonne partie de leur force.

ILS ONT GAGNE LA PREMIERE MANCHE !

"J'accepte, je signe !" : une vingtaine de fois, le négociateur gouvernemental, le vice-premier ministre Jagielski, aura répété cette formule devant les quelque mille délégués du comité de grève interentreprise (MKS) de Gdansk. Quel symbole, et quelle victoire pour les travailleurs polonais ! Les dirigeants de l'Etat et du Parti ont été obligés de céder sur le point central des revendications des grévistes, le syndicat libre et autogéré. Aujourd'hui, dans toute la Pologne, les déclarations de fondation de syndicats libres se multiplient.

Certes, l'accord est un compromis; toutes les revendications n'ont pas été satisfaites. Mais l'acquis est considérable : mis à part les syndicats libres, les grévistes ont, par exemple, aussi obtenu la libération des prisonniers politiques, la publication d'organes de presse propres aux syndicats indépendants, l'assouplissement de la censure ainsi que toute une série d'améliorations matérielles.

Devant ce succès, la bureaucratie ne va pas rester inactive : elle cherchera, par tous les moyens à effacer les conséquences — et cela d'autant plus que le parti lui-même est touché : ne dit-on pas que 40 o/o des membres du MKS avaient leur carte du parti en poche ? Car le risque est grand pour elle. Même si l'accord de Gdansk prévoit que les syndicats ne joueront pas le rôle d'un parti politique, il leur concède "la possibilité réelle d'intervenir dans les décisions-clé qui déterminent les conditions de vie des ouvriers en ce qui concerne les principes de la répartition du revenu national" et du "plan économique à long terme" entre autres. C'est dire que les syndicats indépendants peuvent constituer la position avancée d'où la classe ouvrière polonaise pourra se lancer à l'assaut de la bureaucratie. Car, en créant la possibilité d'une discussion et d'un contrôle des décisions centrales, ces syndicats ouvrent une brèche dans le monopole du pouvoir. En d'autres termes, des syndicats libres ne sont pas compatibles avec la survie du pouvoir bureaucratique. Ou comme le disait un document confidentiel du Comité Central du POU, découvert récemment : "De tels syndicats joueraient le rôle d'un parti d'opposition, inspiré par des forces anti-communistes. Ils provoqueraient un démembrement du pouvoir".

La confrontation va donc se poursuivre et la prochaine phase verra l'entrée en lutte d'une classe ouvrière plus expérimentée, plus politisée, qui posera peut-être directement la question du pouvoir politique. L'"été polonais" n'est pas terminé. Ptr.

Car ils savent que les changements dans la hiérarchie du parti, le remplacement de celui-ci par celui-là, le limogeage "médical" de Gierek et l'élection de son successeur, S. Kania, n'ont pas pour but de satisfaire leurs exigences.

Comme ils savent aussi que l'ancien ministre du commerce extérieur Osłowski, réintégré à toute vitesse au Bureau Politique du POU et dernier recours de l'aile libérale du parti, n'est pas une alternative. Osłowski appartient aussi au cercle de ceux qui s'en sont mis plein les poches durant les "années grasses".

En 1956, les conseils ouvriers

La crise de 1956 fut la première grande crise des pays du "socialisme réel". Lorsqu'au printemps 1956 les travailleurs de Poznan descendirent dans la rue, leur protestation ne visait pas seulement les baisses de salaires et l'élite stalinienne, mais surtout les conséquences du chaos économique. La crise de 1956 déboucha en automne sur le développement général de conseils ouvriers, qui, pour la première fois, mirent en question le monopole du pouvoir de la bureaucratie stalinienne. Dans cette situation, le parti renoué par Gomulka réussit cependant à sauver les principes fondamentaux du système; les conseils ouvriers furent refoulés au niveau de l'entreprise, devenant l'affaire de "spécialistes". Tout ce qui en resta après 1958, la "Conférence d'autogestion ouvrière" (CAO), n'était plus en fait que la domination des représentants du Parti et des syndicats sur les délégués des conseils, soigneusement minorisés, ce qui acheva de transformer l'autogestion en farce. Dans ces conditions, tous ces organes de représentation dans les entreprises, le comité du parti y compris, devaient rapidement perdre tout crédit comme instrument de contrôle et de défense des travailleurs.

Durant la crise de 1970, les structures syndicales et les conseils d'entreprise des usines en grève connurent une nouvelle jeunesse. La réélection des membres et dirigeants des syndicats et des CAO constituait l'une des revendications des travailleurs de Gdansk. Le point de départ des mouvements de

1970 et 1971 résidait dans l'augmentation des prix — par la suite, Gierek et son équipe accordèrent des améliorations matérielles considérables aux travailleurs. 1970 représente la date de naissance du mouvement actuel : une nouvelle génération de militants apparut, surtout dans les villes côtières de la Baltique. Parmi eux, par exemple, Lech Walesa.

De la méfiance...

Les travailleurs des grandes entreprises de Pologne firent très directement l'expérience de la politique de Gierek et de Jaroszewicz, la nouvelle direction d'après 1970. Méfiants dès l'abord, ils vécurent la phase de développement économique rapide jusqu'en 1975, puis celle du déclin, tout aussi rapide, après la première moitié des années 70. Bien que les travailleurs de Gdansk n'aient pas eu le temps de se lancer dans la courtoisie de protestation de 1976, qui en un jour seulement annula la hausse des prix, les années suivantes ruinèrent de plus en plus le reste de confiance dont bénéficiaient encore le parti et le gouvernement. La tentative de la direction du parti de donner plus d'importance, en 1978, aux organes de la CAO dans les entreprises, afin de canaliser le mécontentement ouvrier, qui allait croissant, et de mieux contrôler les directeurs d'entreprise, était condamnée à l'échec. De toute façon, les dirigeants des grèves de 1971 et de 1976 savaient depuis longtemps déjà à qui ils avaient affaire.

... aux syndicats libres

La revendication des syndicats libres avancée dans la crise actuelle, la plus profonde jusqu'à maintenant, condense les expériences accumulées par cette jeune génération de travailleurs : ils connaissent le gouffre qui existe entre les déclarations "socialistes" du gouvernement et son action contre les travailleurs; entre le communisme, toujours "annoncé", et l'enrichissement de la bureaucratie, à tous les niveaux; et finalement entre les bavardages programmatiques et le fait évident que les hommes au pouvoir n'ont ni la possibilité ni le programme pour sortir l'économie polonaise de la crise.

Le programme en 21



Pas heureux, heureux, le bureaucrate-négociateur !

points des grévistes se concentrent sur la revendication des syndicats libres. Le mouvement ouvrier polonais n'a pas encore de programme pour s'emparer du pouvoir, il vient seulement de renaître en tant que mouvement. Les syndicalistes libres sont pour les travailleurs un instrument leur permettant à l'avenir de faire jouer leur propre force et pour pouvoir intervenir dans les décisions de fond. D'où le refus des grévistes de transiger sur cette revendication et la popularité de ce mot d'ordre dans toute la Pologne, y compris chez les mineurs silésiens, ancien bastion de Gierek.

L'organisation indépendante des travailleurs à partir de la base remet fondamentalement en question le système de domination stalinien. Les travailleurs de Gdansk, Wrocław, Szczecin ou de Katowice en sont conscients. Une intervention soviétique est aujourd'hui improbable, mais ne peut toutefois être exclue pour demain. Le mouvement ouvrier occidental doit aujourd'hui développer une large solidarité avec les travailleurs polonais qui couvrira le tintamarre des sympathies fallacieuses de Strauss, Schmidt et autres Carter.

A. H. / Ptr.



Les vingt et une revendications du comité inter-entreprises de Gdansk

Voici la liste des vingt et une revendications communes définies par le comité central inter-entreprises de grève de Gdansk :

- 1) Reconnaissance de syndicats libres indépendants du parti et des employeurs sur la base de la convention n° 87 de l'O.I.T. (Organisation internationale du travail), ratifiée par la Pologne;
- 2) Garantie du respect du droit de grève, de la sécurité des grévistes et des personnes qui les aident;
- 3) Respect des libertés d'expression, de publication et d'impression garanties par la Constitution. Arrêt de la répression contre les publications indépendantes et accès aux médias des représentants de toutes les Eglises;
- 4) A. Rétablissement des droits des personnes licenciées après les grèves de 1970 et 1976 et des étudiants exclus de l'enseignement supérieur à cause de leurs opinions politiques; B. Libération de tous les prisonniers politiques, notamment : E. Zadrozynski, J.-M. Kozłowski; et cessation des représailles pour raison d'opinion;
- 5) Diffusion par les mass media de l'information sur la création du comité de grève inter-entreprises et publication de ses revendications;
- 6) Lancement d'actions réelles ayant pour but de sortir le pays de la situation de crise, comme par exemple : diffusion publique de toutes les informations sur la situation socio-économique de la Pologne. Et possibilité donnée à tous les milieux et couches sociales de participer aux discussions sur un programme de réformes;
- 7) Payer tous les grévistes comme pendant les périodes de congés;
- 8) Augmentation du salaire de base de chaque travailleur de 2 000 zlotys par mois en compen-

sation de l'augmentation du prix de la viande;

- 9) Echelle mobile des salaires;
- 10) Réalisation d'un approvisionnement plein du marché intérieur en articles alimentaires et limitation des exportations aux surplus;
- 11) Introduction de cartes de rationnement pour la viande jusqu'à la stabilisation du marché;
- 12) Suppression des prix commerciaux et des ventes en devises étrangères sur le marché intérieur;
- 13) Désignation des managers en se fondant uniquement sur leur qualification et non sur l'appartenance au parti. Suppression des privilèges de la police, de la sécurité et de l'appareil du parti par l'égalisation des allocations familiales et la suppression du système des ventes spéciales;
- 14) Droit à la retraite après trente-cinq ans de travail; à cinquante ans pour les femmes et à cinquante-cinq pour les hommes;
- 15) Suppression des différences entre les deux systèmes de pensions et de retraites par l'alignement sur le plus favorable;
- 16) Amélioration des conditions de travail des services médicaux afin d'assurer aux travailleurs les services dont ils ont besoin;
- 17) Création de crèches et écoles maternelles en nombre suffisant pour les enfants des mères qui travaillent;
- 18) Extension de la durée du congé maternel payé à trois ans;
- 19) Limitation du temps d'attente pour l'attribution d'appartements;
- 20) Augmentation de 40 à 100 zlotys des frais de déplacement et augmentation de la prime de déplacement;
- 21) Compensation dans les usines travaillant à plein temps de l'absence du samedi libre par l'allongement de la période de congé ou par l'introduction de jours fériés particuliers.

Pologne-Hongrie 1956 :

Depuis plus de vingt ans, la lutte pour la démocratie socialiste

Lorsque le XXe Congrès du PCUS s'ouvre le 14 février 1956 à Moscou, personne ne soupçonne encore que la crise internationale du stalinisme, déjà marquée par la rupture de la Yougoslavie et les émeutes ouvrières de Berlin en 1953, connaîtrait dans quelques semaines une extraordinaire aggravation. Dans deux "démocraties populaires" au moins le cours de la "déstalinisation" engagée par la bureaucratie soviétique avec Krouchtchev et Molotov allait suivre une évolution inattendue : la Pologne et la Hongrie.

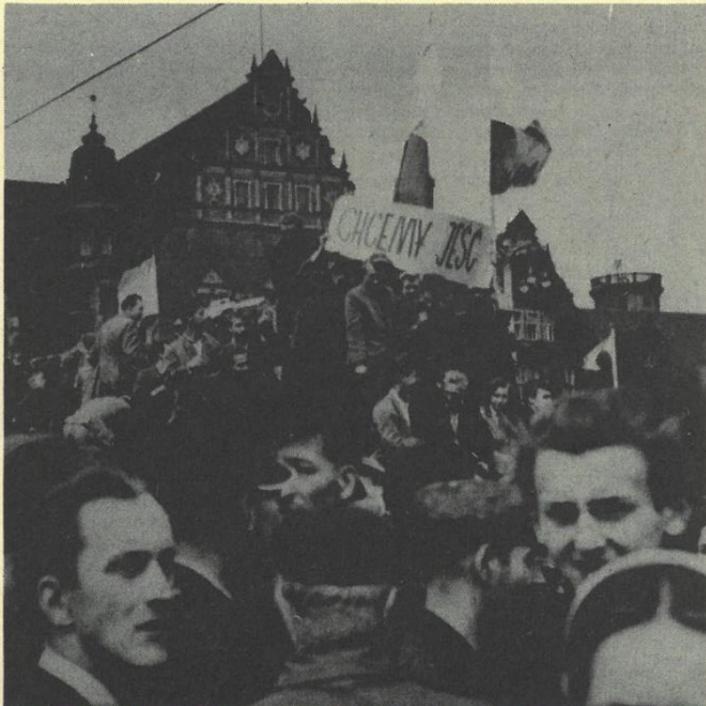
Gomulka au pouvoir

Le 23 juin 1956, un meeting réunit plusieurs milliers d'ouvriers d'une usine de Poznan, mécontents de leurs conditions de vie et de travail. Ils envoient une délégation à Varsovie. Celle-ci revient bredouille. C'est la grève. La première révolution antibureaucratique en Pologne vient de commencer. Le 25 juin 1956, la milice tire sur une manifestation ouvrière de l'usine de locomotives à Poznan : quarante-quatre travailleurs sont tués. Les journées suivantes, et surtout les 28 et 29 juin, toute la classe ouvrière de Poznan se révolte. Cyrankiewicz, Premier ministre de l'époque déclare : "Cette main s'est levée contre le pouvoir du peuple, nous allons la couper !"

Malgré la répression féroce de la bureaucratie, l'agitation ouvrière ne cesse pas durant l'été. Au VIIe plénum du POUP, Gomulka, après avoir été éliminé de la direction en 1948, est réhabilité. Le 21 octobre, sous la pression des masses, il devient premier secrétaire du POUP contre l'aile la plus ouvertement prosoviétique : aussitôt, il écarte les éléments les plus stalinien de l'Etat et du parti. L'enthousiasme populaire est à son comble. Le 24 octobre, trois cent cinquante mille personnes acclament Gomulka à Varsovie. Comme l'écrivait plus tard un historien : "L'intelligence de la bureaucratie polonaise a été de se placer à la tête du processus de la déstalinisation". Gomulka avait en effet déclaré devant le bureau politique du POUP le 20 octobre : "Nous ne permettrons à personne de tirer profit du processus de démocratisation au détriment du socialisme. A la tête du processus de démocratisation se place le parti".

L'octobre rouge de Budapest

Alors que Gomulka "se met à cheval sur le tigre", la bureaucratie hongroise, elle, va réagir différemment face à l'agitation ouvrière et au mécontentement des travailleurs devant l'austérité et la pesanteur de l'ordre bureaucratique. A la différence de Gomulka, les Rakosi, Gerö, Kadar, la vieille garde stalinienne hongroise ne saura pas prendre en marche le train du XXe Congrès du PCUS et de la "déstalinisation". Le 23 octobre 1956 a lieu à Budapest une grande manifestation de solidarité avec la révolution polonaise. Le parti l'interdit, la police tire : il y a des dizaines de morts, Imre Nagy, qui a tout pour devenir le Gomulka hongrois, devient, comme celui-ci sous la pression irrésistible des masses, Premier ministre. Dans la nuit du 23 au 24 octobre 1956, l'armée soviétique intervient. Aussitôt, les grèves se généralisent et, dans la journée du 24, le pouvoir réel passe aux mains des



Pologne 56 : les travailleurs de Poznan descendent dans la rue.

comités révolutionnaires et des conseils ouvriers naissants. La situation devient impossible pour la bureaucratie du Kremlin : l'Armée "rouge" intervient une deuxième fois, le 4 novembre. Malgré la résistance héroïque des ouvriers hongrois qui dressent des barricades dans tout le pays, il y a plus de deux mille morts à Budapest, plusieurs centaines en province.

Comme le remarque F. Fejtö : "A la différence de la Pologne, le nouveau régime de la Hongrie portera toujours la tare initiale d'avoir été directement imposé par les blindés russes" (in Histoire des Démocraties populaires). Ce sont pourtant les ouvriers des grands centres industriels qui résisteront le plus longtemps et le mouvement révolutionnaire hongrois des conseils ouvriers devait surtout prendre son essor après la deuxième intervention soviétique. Le 14 novembre 1956, le Conseil ouvrier central du Grand-Budapest est créé. Il constitue, de fait, un double pouvoir vis-à-vis du gouvernement "ouvrier et paysan" fantôme de Kadar. Mais, après avoir été écrasés dans le sang par la contre-révolution bureaucratique, les conseils ouvriers hongrois ne pourront guère résister plus de quelques semaines à la répression. Nagy sera exécuté en 1958. Dans sa Lettre ouverte au POUP en 1964, Jacek Kuron écrivait : "La bureaucratie hongroise a été sauvée par l'intervention armée soviétique et ceci d'autant plus facilement que le coup d'arrêt subi par la révolution en Pologne, le retard de la crise sociale en URSS et l'absence de situation révolutionnaire en Tchécoslovaquie ont causé l'isolement de la révolution hongroise".

Les conseils ouvriers en Pologne

Ce fut en septembre 1956 que les conseils ouvriers firent leur apparition en Pologne, à l'usine automobile de Zeran, comme instruments de la démocratie socialiste. Faut-il y voir l'influence de la Yougoslavie et de la loi du 27 juin 1950 instituant les conseils ouvriers dans les entreprises ou l'aspiration naturelle du prolétariat à la démocratie ouvrière ? Toujours est-il que les conseils ne cessent de s'étendre à toute la Pologne industrielle, encouragés par la victoire de Gomulka sur les "stalinien" du POUP. Celui-ci avait même reconnu que les conseils ouvriers répondaient "à l'aspiration de l'élargissement



Hongrie 56 : membres de la résistance populaire contre l'intervention soviétique, dans les rues de Budapest.

des droits de la classe ouvrière dans la gestion des entreprises".

En novembre 1956, le Parlement polonais adopta une loi reconnaissant aux conseils ouvriers le droit de gérer les entreprises. De même, le 18 novembre, c'est-à-dire après la seconde intervention soviétique en Hongrie, un accord entre Gomulka et les Soviétiques est signé à Moscou : l'URSS concède une révision des rapports économiques (annulation des dettes, livraison de blé), mais maintient une présence militaire importante. C'est la politique "intelligente" de la bureaucratie polonaise et de Gomulka qui évita une intervention armée de l'URSS en Pologne, ainsi que le note J. Droz : "Il ne tenait qu'à un fil que la Pologne ne basculât dans l'insurrection. Il ne tenait qu'à un fil que la Hongrie n'évitât l'insurrection".

Mais le mouvement des conseils ouvriers polonais — il y en avait plus de quatre mille sept cents à la fin de l'année 1957 — ignore les limites que l'aile libérale de la bureaucratie voulait lui fixer. Les ouvriers remplaçaient les administrateurs du gouvernement Gomulka par les directeurs de leur choix, ils se constituaient peu à peu comme "l'unique représentation ouvrière dans les usines" en étendant leurs compétences au système de l'organisation du travail (rendement, etc.) et des salaires (primes). La pression populaire est si forte que la bureaucratie ressuscite, pour les élections de janvier 1957, le Front national.

La contre-révolution bureaucratique

Pourtant, dès mai 1957, la bureaucratie change de tactique et condamne les conseils ouvriers comme l'expression d'une "utopie anarchiste". En mai 1958, le journal *Pro Postu*, organe des intellectuels et de la "gauche d'Octobre" est in-

terdit. Aux conseils ouvriers furent substitués des "conférences d'auto-gestion ouvrières" qui enlevèrent la responsabilité politique aux conseils ouvriers pour la rendre à la sainte trinité bureaucratique : le parti, le syndicat officiel et la direction économique. Progressivement, toutes les conquêtes de la révolution d'Octobre furent liquidées, les conseils ouvriers vidés de leur contenu révolutionnaire, l'opposition brisée. Comme le reconnut plus tard, Kuron, "la seule possibilité de développement de la révolution était la formulation d'un programme de classe prolétarien et l'organisation autour de lui d'un mouvement combattant le pouvoir de la bureaucratie libérale. Mais la gauche a contribué au pouvoir de la bureaucratie et donc préparé sa propre mort politique et la défaite de la révolution".

A partir de 1958, la contre-révolution bureaucratique s'accélére : renouveau de l'antisémitisme, poursuites contre les intellectuels. En 1963, *Nowa Cultura* est interdit. En 1965, Kuron et Modzelewski sont condamnés à trois ans et demi de prison pour avoir diffusé leur "lettre ouverte au POUP". En mars 1968, en raison de la coupure profonde, encouragée par la bureaucratie, entre l'intelligentsia et la classe ouvrière, le mouvement étudiant sera un échec.

En décembre 1970, les ouvriers de Gdansk, Szczecin, Gdynia se révoltent pour protester contre l'augmentation du coût de la vie. La milice ouvre le feu : plusieurs dizaines de morts à Gdansk. En janvier 1971, Gierk (qui a remplacé Gomulka, exclu du bureau politique en décembre 1970, à la tête du parti) accepte que le comité de grève des chantiers navals de Szczecin devienne la commission des travailleurs. La bureaucratie se souvient de l'octobre de 1956 ! Mais, durant toute l'année 1971, le parti s'occupa de détruire la représentation ouvrière de Szczecin. C'est à partir de 1971 que l'opposition ouvrière polonaise termina sa traversée du désert. Kuron sort de prison en 1971.

Le 25 juin 1976 — vingt ans jour pour jour après Poznan — Gierk annonce la libération des prix des produits alimentaires bloqués depuis les révoltes de 1970. La viande doit augmenter de 60 o/o, le sucre de 100 o/o. C'en est trop, les ouvriers de Radom, d'Ursus, Gdansk encore, descendent dans la rue. La milice tire : plusieurs morts et des centaines de licenciements. Bien que le mouvement soit moins fort qu'en 1956, la bureaucratie, en la personne du Premier ministre Jaroszewicz, annule les hausses prévues. Depuis, l'opposition, et surtout le KOR, n'ont cessé de prendre de l'importance, malgré la répression de la dictature policière de la bureaucratie.

Jean-Michel Masson

Le comité de grève interentreprise de Gdansk revendique, dans ses 21 points, des syndicats libres et ce qui les accompagne : liberté de presse, droit de grève et libération des prisonniers politiques. Ces revendications sont incompatibles avec le système de centralisation bureaucratique actuel. Ce système, qui confiait les décisions fondamentales aux mains d'une petite élite fonctionnait jusqu'à maintenant comme suit.

LES SYNDICATS INDEPENDANTS CONTRE LE SOCIALISME ?

La gabegie planifiée.

* Sur la base des données transmises par les directeurs d'entreprise au département industriel et de là aux ministères, un plan économique central était finalement décidé, comme une décision gouvernementale. Les tâches de production sont formulées par la commission du plan, qui monopolise l'information, à partir de données régulièrement falsifiées à tous les niveaux.

* Ensuite, les éléments caractéristiques centraux du plan retournent finalement — en étant ventilés par branches puis finalement par entreprises — dans chaque entreprise. Ces éléments ne sont pas rassemblés comme un tout dans un plan d'ensemble, car chaque entreprise dissimule ses capacités réelles de production et en même temps exige davantage de moyens d'investissements. Dès le départ, les directeurs d'entreprise savent qu'ici ou là les conditions pour remplir le plan ne sont pas réunies : dès que les livraisons des matières premières ou de produits intermédiaires s'arrêtent, ils doivent donc, plusieurs fois par année, obtenir des autorités supérieures une modification du plan.

* Ce qui conduit à une réaction en chaîne dans toute l'économie. La CAO (Conférence d'auto-gestion ouvrière) est en principe habilitée à modifier le plan ou à l'accepter in globo. Ce droit est toutefois sans effet, car les organes d'entreprise des travailleurs n'ont aucune influence sur les conditions de réalisation du plan, en particulier en ce qui concerne les livraisons d'autres entreprises.

* C'est pourquoi le rôle des organisations "sociales" dans l'entreprise — CAO, syndicat, et même le Parti — se limite aux pures tâches de production. Il n'y a pas de réelles décisions que ces organes pourraient prendre, à part celles qui concernent la répartition des appartements de vacances de l'entreprise par exemple.

* Lors de conflit entre les travailleurs et la direction de l'entreprise, les organes syndicaux se trouvent normalement du côté de la direction. Il n'y a quasiment pas de place pour une organisation indépendante.

Des syndicats libres pour le socialisme

* La revendication de syndicats libres touche au cœur de ce système : des syndicats libres



Le siège du syndicat officiel des travailleurs du chantier naval "Lénine" à Gdansk. Sans commentaires...

commenceront à intervenir dans la discussion sur le plan, puisque c'est de lui que dépendent en définitive les conditions de travail des travailleurs. Ce qui déboucherait immédiatement sur une intervention dans les décisions économiques et socio-politiques centrales. Le monopole de décision de la bureaucratie serait ainsi mis en question.

Déjà le mouvement des conseils de 1956 était né de l'incapacité de la bureaucratie à maintenir l'économie dans une planification unifiée et effectivement centralisée. Les travailleurs de l'entreprise "Ciegelski" descendirent au printemps 1956 dans la rue parce que la production de leur usine était près de s'effondrer et qu'ils ne percevaient plus leurs primes salariales. En formant des conseils

ouvriers, ils tentèrent, durant les deux années suivantes de contrôler les décisions économiques directement depuis la base.

Si en 1956 la direction du Parti put ramener ce mouvement au niveau des entreprises prises une à une et ainsi conserver le monopole du pouvoir, la situation est différente aujourd'hui : le Parti ne dispose plus d'aucun prestige lui permettant de contenir les revendications au niveau des entreprises.

La revendication de syndicats libres n'est donc pas dirigée contre le socialisme. Au contraire : le comité de grève de Gdansk, avec ses 800 membres, s'engage aujourd'hui seulement sur le chemin du socialisme. Dans ce sens, les grévistes polonais méritent notre soutien sans réserves.

A. H.

Le mouvement ouvrier polonais a besoin d'une solidarité sans faille !

Camarades,

Depuis le début des années 70 au moins, la Pologne connaît une crise économique et politique qui n'a cessé de s'approfondir. En 1971 et 1976, la classe ouvrière a montré, par ses grèves, qu'elle n'entendait pas rester continuellement confinée au rang de simple spectateur.

La direction du Parti et de l'Etat non seulement n'a pas trouvé de solution, mais a en outre aggravé la crise par sa politique. La corruption a affaibli le monopole du commerce extérieur de l'Etat, le dérapage de la planification a mené l'approvisionnement dans une impasse totale. En réponse à ces difficultés croissantes, la direction montra, par la répression de tous ceux qui voulaient s'exprimer à ce propos, qu'elle ne voulait pas voir les masses participer aux décisions.

Maintenant la classe ouvrière s'est levée, indiquant, par son action, qu'elle voulait chercher ses propres solutions. Malgré la propagande négative pour le socialisme faite par le régime et malgré l'influence des idées religieuses, la classe ouvrière cherche sans contester une solution du côté de l'extension de la propriété collective et non pas du côté du retour à la propriété privée. Elle exige une planification dont elle pourrait débattre, qui soit applicable et en même temps revendique un instrument qui lui soit propre : des syndicats indépendants de l'Etat et de la direction du Parti.

La direction polonaise, qui durant des années et des décennies a prétendu qu'elle était la représentante authentique de la classe ouvrière, n'a en rien stimulé cette revendication; au contraire, elle l'a combattue et cherchera à l'avenir, même si elle lui donne aujourd'hui une approbation bruyante, à multiplier les obstacles à sa réalisation. Elle a en outre menacé les travailleurs d'une intervention de son amie bureaucratique, la direction de l'Union soviétique.

Une large solidarité doit permettre aujourd'hui à la classe ouvrière polonaise de trouver un espace politique afin de résoudre ses difficiles problèmes. Cette solidarité nécessite cependant une prise de position claire et nous espérons que vous êtes prêts à mener à ce sujet une discussion ouverte sur les aspects de vos déclarations qui nous paraissent ambigus.

Questions au Parti socialiste et à ses membres

Votre parti estime que ses buts et ceux des travailleurs polonais sont les mêmes : "ici comme là-bas, nous voulons un développement de la démocratie et de la participation" (communiqué de presse du 26. 8. 80). Les travailleurs et les travailleuses polonais(es) ont cependant toujours souligné qu'il s'agissait pour eux de développer l'économie planifiée. Le PS est-il prêt à défendre vraiment solidairement ce but ?

Ou est-ce que le PS ne défend là-bas qu'un compromis entre la bureaucratie et les travailleurs, afin de ne pas entrer en conflit avec sa propre politique ici en Suisse ?

Questions au Parti du Travail et à ses membres

Votre parti a rendu compte unilatéralement des événements en Pologne. Vous citez Gierek ("dont la position est incontestablement renforcée au travers de cette crise"), selon la VO no 34 : "j'ai entendu avec émotion la voix des camarades de la mer Baltique" (Vorwärts no 35), mais c'est à peine si vos lecteurs pourront entendre cette voix émouvante. Quelques mots sur les 21 revendications des travailleurs ("dont l'ensemble est assez hétéroclite", VO no 34), par contre chaque tournant de la bureaucratie est longuement commenté. Considérez-vous que les revendications et la démarche de la classe ouvrière polonaise représentent une voie à suivre dans d'autres pays de l'Est aussi ? Etes-vous prêts à mener un travail de soutien à ces revendications, de telle manière qu'en Union soviétique aussi les forces de la démocratie ouvrière puissent se développer, réduisant ainsi le danger d'une intervention ?

Questions aux POCH et à leurs membres

Nous n'avons pas oublié votre approbation de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Dans la "Poch-Zeitung" no 32, vous expliquez à nouveau les grèves en Pologne par le fait que les travailleurs ne comprendraient pas la situation économique et par le manque de travail d'explication du Parti. Cela signifie-t-il que vous soutiendriez une nouvelle fois une intervention, au cas où cette "incompréhension" serait durable ? Ne pensez-vous pas qu'une Pologne ruinée politiquement et économiquement est un plus mauvais allié des mouvements de libération qu'une Pologne avec un mouvement ouvrier actif ?

Questions au Parti socialiste autonome et à ses membres

Dans votre prise de position (Politica Nuova 32/33/34), vous lancez un appel pour que les travailleurs polonais ne restent pas isolés, en faisant surtout référence aux dangers du rapport de forces international. Quel instrument politique voulez-vous utiliser, ou construire, pour agir avec le mouvement ouvrier sur ce rapport de forces international "fossilisé" ?

De quel côté sommes-nous ? Du côté du socialisme, qui s'en tient strictement à la propriété collective et à l'économie planifiée, mais sous le contrôle et avec l'autogestion démocratiques des travailleurs — ou bien du côté de l'économie libre de marché, même enjolivée par des adjectifs du genre "social" ou "cogéré" ? De quel côté serons-nous lors de futures confrontations en Pologne et dans d'autres Etats ouvriers ? Du côté des syndicats indépendants, qui vont dans le sens d'une planification démocratique sans tutelle bureaucratique, ou du côté de la bureaucratie ?

La réponse que nous donnons à ces questions montre si par "socialisme démocratique" nous avons en vue un slogan électoral à bon marché ou un objectif de lutte réel.

Camarades, nous ne vous posons pas ces questions pour le plaisir de la polémique. Notre parti et la IV^e Internationale se situent sans réserves aux côtés du mouvement ouvrier polonais, comme on a pu le voir ces derniers mois. Nous pensons qu'un élargissement de la victoire et qu'une utilisation active des syndicats indépendants sont décisifs pour les intérêts de l'économie planifiée polonaise et pour le socialisme. C'est dans ce sens que nous voulons discuter avec vous. Nous comptons sur votre réponse, sur un échange de contributions dans nos journaux respectifs, et surtout sur votre présence dans le travail de solidarité.

LMR, 30 août 1980

la brèche du 13 septembre 1980, page 9

Des ouvriers en grève par centaines de milliers, qui réclament des augmentations de salaire notamment et le droit de s'organiser dans leurs propres syndicats — cela se passe dans un "Pays de l'Est". Dans un de ces pays où les hommes qui gouvernent sous les portraits de Marx et Lénine spolient la classe laborieuse en lui certifiant que c'est pour son bien. Aux portes du chantier naval "Lénine" en grève, les ouvriers ont accroché le portrait du pape... La révolution polonaise qui s'est incontestablement mise en marche en cet été 1980 cultive les paradoxes, prend un malin plaisir à renverser les idoles.



“Que faites-VOUS de NOS usines ?”

Bureaucrates et ouvriers

Aucun militant dévoué à la cause des travailleurs, ici à l'Ouest ou là-bas à l'Est ne devrait s'en plaindre. Il y a des grèves en Pologne, il y en aura encore, en Pologne comme dans les autres Pays de l'Est. Ces grèves méritent notre soutien sans réserve, car s'il y a des conflits sociaux en Pologne, en URSS ou en Chine, c'est qu'il y a des conflits d'intérêts entre les travailleurs d'un côté et ceux qui gouvernent en leur nom de l'autre côté, et que nous appelons la bureaucratie. Bureaucratie non pas seulement parce qu'il s'agit d'administrateurs bornés, de gratte-papier mesquins, mais surtout parce que la gestion économique et politique de la société est faite exclusivement à partir des bureaux directeurs du parti, de l'Etat, et que ces fonctionnaires sont organisés pour défendre leurs privilèges. Néanmoins, ces bureaucrates ne possèdent pas personnellement les entreprises. A la différence des patrons de l'Ouest capitaliste, ils ne sont pas propriétaires, mais en quelque sorte des fondés de pouvoir qui tirent leur richesse du détournement d'une partie des fonds de l'économie. Ce qui n'est pas un détail. En effet, alors que les ouvriers des pays capitalistes ne sont considérés que comme des "invités" en séjour toujours provisoire dans des entreprises (ils peuvent être licenciés selon le bon vouloir de leurs "hôtes" patronaux), à l'Est, officiellement, les entreprises appartiennent à l'Etat, et l'Etat aux ouvriers, même si la bureaucratie s'interpose entre les ouvriers et la gestion de l'Etat et de l'économie. Cette "petite différence" peut avoir de très grandes conséquences pratiques, comme on peut l'observer chaque fois qu'une révolte ouvrière se produit dans un pays de l'Est. C'est le cas ces jours-ci en Pologne : le pouvoir du bureaucrate sur les ressources économiques a une assise beaucoup plus étroite que le pouvoir du patron ou du banquier capitaliste sur les ressources économiques qu'il possède à titre privé. C'est pour cette raison que la bureaucratie ne peut pas se maintenir au pouvoir sans exercer une censure politique et une répression de tous les instants (alors que les patrons peuvent s'accommoder d'une relative démocratie politique, pour autant qu'elle ne remette pas en cause leur pouvoir économique).

Des grèves très rapidement politiques

Que se passe-t-il en effet dès que les ouvriers de l'Est s'organisent, s'expriment, font grève pour imposer leurs revendications ? Quels que

soient les motifs — politiques ou simplement économiques — de leur action collective, les ouvriers n'ont pas d'autre choix que de s'adresser aux directeurs des entreprises, lesquels sont nommés directement par le pouvoir étatique pour appliquer le plan économique du gouvernement. Très tôt, les ouvriers adressent donc directement des critiques au pouvoir de l'Etat et du parti unique, et la moins "politique" de leurs revendications devient déjà une critique de la politique globale du gouvernement frauduleusement appelé "communiste". Même les prix des marchandises sont de fait décidés au stade de la planification économique gouvernementale. Car ce qui détermine en fin de compte la consommation populaire dans ces pays, ce sont les décisions de planification et d'investissement prises par une poignée de bureaucrates au sommet. Remettre en cause le prix de la viande, les défaillances d'approvisionnement en denrées de base et en logement, comme le font notamment les travailleurs polonais en ce moment, c'est attaquer l'ensemble des choix faits antérieurement par le gouvernement. En Pologne, en outre, la bureaucratie est particulièrement incapable de planifier le développement économique du pays (jusqu'au point où des ressources énormes sont gaspillées par l'impitoyable rivalité à laquelle des clans de bureaucrates se livrent — c'est notamment à qui arrivera à se

faire le plus "graisser la patte" par les vendeurs de machines et de licences occidentaux). Voilà pourquoi la bureaucratie accumule les difficultés, voilà pourquoi, en même temps, elle ne peut tolérer la moindre liberté d'expression et l'existence de syndicats libres : dès qu'elle perd le monopole du pouvoir, le monopole de la presse et de la TV, dès que les travailleurs sont en mesure de défendre leurs intérêts de manière indépendante, le contrôle que la bureaucratie exerce sur la société et sur l'économie commence à fondre comme neige au soleil. Les travailleurs commencent à pouvoir dire comment, selon eux, les ressources existantes devraient être réparties, ils commencent à pouvoir contrôler eux-mêmes ce qu'il advient de ces ressources en machines, bâtiments, matières premières.

La dynamique de la démocratie ouvrière

Dès que les grévistes polonais réclament aux dirigeants des comptes sur la manière dont ils ont dirigé les usines qui sont censées appartenir collectivement aux ouvriers, ils ont déjà fait une partie du chemin qui conduit à la gestion démocratique des ressources et de la vie politique du pays, ils ont déjà fait un bout du chemin qui conduit à la suppression de la bureaucratie.



Le chantier naval Lénine à Gdansk, quartier général du MKS.



Piquet de grève à Szczecin.

Les célèbres MSK, comités de grève interentreprises fonctionnent d'ores et déjà selon les préceptes les plus démocratiques du monde : élection des délégués, publicité des négociations. Ces principes d'organisation démocratique sont ceux-là même qui, étendus à l'ensemble des entreprises du pays et à l'ensemble des sphères de la société polonaise, pourront prendre la relève des méthodes bureaucratiques, dictatoriales, qui ont conduit la Pologne et les autres pays de l'Est dans leur impasse actuelle (y compris des événements aussi lamentables que l'existence des camps et des asiles psychiatriques ou l'intervention soviétique en Afghanistan).

Bien entendu, il faut s'attendre à ce que la bureaucratie défende ses prérogatives avec bec et ongles. Sa faiblesse actuelle en Pologne l'oblige à concéder une libéralisation des activités syndicales. Mais la situation ne pourra pas se stabiliser sur la base d'un tel compromis. Ou bien les syndicats indépendants perdront leur indépendance petit à petit, ou bien ils pourront développer leur influence sur la gestion des entreprises et dès lors, ils se heurteront de plein fouet à la bureaucratie, son armée, sa police. Si ces dernières se désagrègent également, c'est la bureaucratie soviétique, la plus puissante du bloc de l'Est, qui interviendra, comme en Tchécoslovaquie en 1968. Mais d'ici là, d'au-

tres mouvements du type de la grève polonaise auront peut-être pu se produire dans d'autres régions, peut-être même en URSS. C'est pourquoi la clé de la situation reste en URSS même où, cependant, la répression contre toute forme d'opposition est plus forte que partout ailleurs. La solidarité du mouvement ouvrier des pays capitalistes joue ici un rôle important, dans la mesure où elle peut contribuer à freiner la répression bureaucratique.

Vers la démocratie socialiste

Les grévistes polonais n'ont plus guère d'illusions dans la bureaucratie : ils savent que le problème n'est pas de changer de personnel politique, mais d'assurer le développement d'un véritable pouvoir ouvrier, bâti sur un système de libre discussion et d'élection démocratique des délégués dans les lieux de travail. Ils ne réclament pas non plus un quelconque retour au capitalisme : ce serait enlever la gestion des entreprises aux bureaucrates pour la redonner à des propriétaires privés... or ce qu'ils demandent, c'est tout le contraire : avoir prise sur la planification économique, et discuter librement des choix possibles.

"Ce n'est pas contre le système social de la Pologne que nous faisons grève, déclare Lech Walesa, membre du MSK de Gdansk, mais pour pouvoir créer un syndicat indépendant." Ce qui suivra inmanquablement la création de tels syndicats indépendants, s'ils peuvent réellement exister et agir, ce sera l'exigence, déjà formulée par les grévistes au début du mouvement au mois d'août, que les projets de budget du gouvernement soient publiés suffisamment tôt pour qu'un débat national puisse se dérouler à son sujet. Ce sera l'amorce d'un socialisme autogéré dans le respect des libertés et des droits de l'homme. Ce sera un exemple formidable pour les travailleurs du monde entier.

Quel rôle les idoles ont-elles à jouer dans cette bataille ? Le portrait du pape peut bien faire la nique aux portraits de Marx et Lénine, les grévistes polonais préfèrent chanter l'hymne national polonais à l'Internationale, chant officiel des bureaucrates... l'important n'est pas le drapeau ni l'icône, les faits sont plus têtus que les idéologies ; seule compte la possibilité pour les travailleurs polonais de prendre leurs propres affaires en main.

D'ailleurs, nos bourgeois suisses, allemands ou américains ne paraissent pas du tout rassurés par la présence du portrait du pape au portail des chantiers navals en grève. Vraiment pas du tout...

31. 8. 1980, F. Gonseth

ZURICH BOUILLONNE !

Le PS, la commune et le mouvement des jeunes

Le mouvement des jeunes s'est très largement développé depuis sa première manifestation de protestation contre le crédit destiné à l'Opéra; il a ainsi obligé le Parti Socialiste à prendre une position claire à son égard. Tous les compromis savamment échafaudés à l'intérieur même de ce parti ont volé en éclats. Alors que, dans le mouvement, la seule question qui se pose est celle de l'utilité immédiate ou non du PS — ce parti est-il pour ou contre nous ? — et que par là sont mises à nu directement les contradictions et les zigzags de sa politique, le PS se présente publiquement comme le défenseur du mouvement et comme le seul parti d'opposition au conseil municipal. Mais la collaboration loyale et permanente des socialistes avec les représentants des bourgeois à l'exécutif de la commune n'est pas le résultat d'un "flip" personnel des quatre élus actuels. Elle trouve son fondement dans l'orientation de la politique socialiste au niveau de la Confédération, des cantons et des communes. Il est donc un peu facile de faire porter le chapeau de cette politique uniquement à la conseillère municipale socialiste Emilie Lieberherr qui est la responsable des affaires sociales de la ville.

Le PS zurichois coresponsable de la gestion bourgeoise

Il n'est pas seulement déplorable que les membres socialistes du Conseil municipal zurichois se solidarisent avec les mesures de répression prises par cet exécutif, mais il est particulièrement grave que plus de 10 ans après les émeutes du Globus, l'organisation la plus représentative du mouvement ouvrier tienne toujours autant à sa politique de coalition avec la bourgeoisie — aussi bien au gouvernement qu'au niveau social.

La collaboration socialiste, dans le gouvernement de coalition bourgeois et dans l'administration, réduit, pour de larges couches de la population, leurs possibilités d'expression et de mobilisation et donc leur capacité de constituer une opposition efficace. Tous ceux qui agissent en dehors du cadre de cette coalition risquent d'être en permanence poussés dans l'isolement politique. Ainsi des couches politiquement "marginales" se développent (par exemple les vieux soixante-huitards démoralisés) sans pouvoir contrer ce processus de marginalisation. Au lieu d'être attirées par la perspective d'un mouvement ouvrier combatif, elles se lient à des couches socialement marginales, comme les drogués ou tous ceux qui recherchent une solution individuelle "pour s'en sortir". Et pour ces couches-là, un mouvement ouvrier enclavé dans la paix du travail représente encore moins une solution à leurs problèmes.

Le mouvement des jeunes ne peut dans cette situation appréhender le PS que comme une partie du "bloc dominant au pouvoir". Il ne peut pas le considérer comme un partenaire avec lequel il est nécessaire de s'allier. Les jeunes n'ont rien "contre" le fait que le PS les soutienne, mais ils n'ont ni exigences ni espérances à son égard. C'est la tâche des révolutionnaires, par leurs interventions comme parti, dans les syndicats, dans la jeunesse, de faire en sorte que cette absence totale d'espérance à l'égard du PS ne se reporte pas sur l'ensemble du mouvement ouvrier. La prise de position pour l'amnistie et contre la répression des jeunes du groupe jeune de la FOBB, région de Zurich, est un pas dans cette direction.

Le PS revêt les habits de l'opposition pour jouer son rôle de médiateur

Le PS appuie comme parti la revendication du mouvement pour un centre autonome autogéré par les jeunes. Il se présente comme le protecteur du mouvement et mon-

tre de la compréhension pour l'arrière-fond social du mécontentement des jeunes que l'on ne peut supprimer par des moyens policiers. Cette position de l'assemblée des délégués du PS zurichois a, sans conteste, contribué à rendre difficiles les tentatives de la bourgeoisie de présenter le mouvement des jeunes comme manipulé en sous-main ou composé uniquement de casseurs. Les tentatives de criminalisation ont été rendues plus difficiles. Le PS veut contribuer par son intervention à ce que des "groupes marginaux" socialement, qui ne peuvent être partie prenante du cadre social existant, tel qu'il est géré par le PS, puissent avoir à disposition un espace libre. Son objectif est avant tout de désamorcer les tensions, au lieu de faire en sorte que ce potentiel de rébellion ne se développe dans la direction d'une lutte anticapitaliste de l'ensemble du mouvement ouvrier.

L'unité du PS passe par-dessus tout

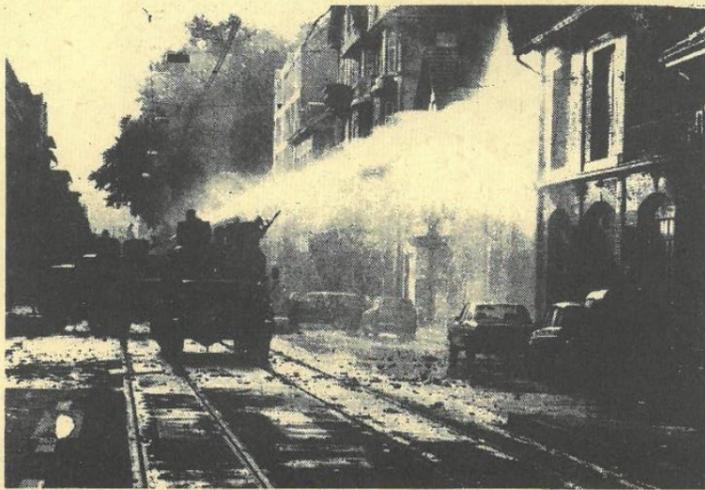
Quel que soit le fossé profond qui sépare les différentes composantes du PS, elles ont toutes besoin l'une de l'autre : les membres socialistes du municipal doivent avoir à disposition, au moins tous les 4 ans une association, composée de nombreux volontaires, qui leur assure une réélection. La direction du PS, plus ouverte sur la question du mouvement jeune, n'a pas quant à elle de ligne politique alternative à opposer en positif à celle des gestionnaires. Elle doit tenir compte en particulier de leur "popularité". Une rupture avec la droite du parti le mènerait dans une crise profonde. Il deviendrait un groupe sans influence. Et la direction du PS ne veut pas non plus aujourd'hui en découdre avec les syndicalistes de

l'administration communale qui financent pour un tiers environ ses dépenses électorales. La grande faiblesse de la direction réside dans le fait que, dans sa confrontation avec les tenants de la paix du travail, elle ne peut s'appuyer que sur des courants syndicaux très faibles et n'a pas pratiqué jusqu'ici de politique conséquente d'unité ouvrière. Parce que le PS cherche d'abord à recoller ses pots cassés, il n'a pas signé l'appel unitaire "pour la levée de toutes les poursuites contre les manifestants". Au contraire il admet l'occupation par la police du centre autonome sous prétexte de "faire appliquer la loi" : "le PS est de l'avis du conseil municipal : les tâches de police doivent être garanties aussi dans le centre autonome de jeunesse" (communiqué du 4. 9. 80). Il refuse de même tout travail unitaire avec les autres partis de gauche. Même si la direction du PS continue à dénoncer l'action de la police et la politique du conseil municipal comme étant à l'origine des émeutes, il utilise des termes très "modérés" pour condamner la fermeture du centre. Elle est, selon lui, "inutile et disproportionnée".

Les victimes de cette politique sont donc sacrifiées sur l'autel de l'unité du parti et par conséquent sur celui d'une politique d'unité avec les partis bourgeois. Si aujourd'hui à Zurich ce sont les jeunes qui sont ainsi sacrifiés à la politique de collaboration avec la bourgeoisie, demain les travailleurs, lorsqu'ils défendent leurs intérêts en utilisant des instruments qui n'entrent pas dans le cadre de la politique de paix du travail seront eux aussi "lâchés" par les dirigeants syndicaux et socialistes, au nom de la sauvegarde de leur politique de négociations loyales autour du tapis vert avec les patrons.

Le PS ne sera certes par le moteur de changements sociaux profonds. Mais nous considérons comme essentiel d'amener ce parti et les syndicats à agir dans l'unité contre la politique bourgeoise car c'est ainsi que le mouvement ouvrier pourra attirer à lui dans l'action, comme un pôle alternatif, des couches nouvelles qui se radicalisent. La LMR a pris contact dans ce sens avec toutes les organisations du mouvement ouvrier pour engager une large campagne unitaire contre toutes les poursuites pénales à l'égard de manifestants, pour mener une campagne contre la violence et la répression policière, pour la défense des droits de manifestation et pour exiger l'ouverture d'un centre autonome de jeunesse autogéré.

R. R. / JMD



HALTE AUX VIOLENCES POLICIERES!

Jeudi 4 septembre, la police zurichoise a occupé le centre autonome des jeunes. Le Conseil municipal savait pertinemment que cette intervention était une véritable provocation et qu'elle déboucherait sur de nouvelles émeutes. Il a agi avec la nette volonté de fermer définitivement le centre autonome, que la jeunesse zurichoise avait conquis à la suite de manifestations massives. Ainsi, le 1er août, en pleines vacances, plus de 4 000 personnes manifestèrent pour soutenir l'action des jeunes et exiger la levée immédiate de toutes les poursuites engagées contre des manifestants. L'intervention policière massive et d'une brutalité inouïe du 6 septembre avait pour but non pas d'empêcher de nouvelles émeutes, mais bien d'interdire, à tout prix, le déroulement d'une manifestation non-violente et très large. Car une manifestation du même genre, rassemblant plus de 8 000 personnes le 21 juin, avait justement contribué de manière décisive à faire céder les autorités.

La presse muselée

Les mass media, sous la pression des autorités et la menace de la suspension des contrats publicitaires, ont commencé à traîner dans la boue le mouvement des jeunes. Pour réagir contre ces pressions, la SSM et l'USJ, les deux syndicats de journalistes, organisèrent une manifestation le 9 août pour exiger le respect de la liberté d'expression et de la liberté de la presse. Le Journal des associations patronales avait en effet quasiment demandé le boycott des annonces publicitaires du "Tages Anzeiger", quotidien zurichois qui avait rendu compte plutôt positivement du mouvement des jeunes. Le magasin Globus avait déjà appliqué ce boycott. Un millier de personnes participèrent à la manifestation des journalistes. La pression est cependant telle que le "Tages Anzeiger" connaît aujourd'hui une véritable censure interne. Ses comptes rendus ne se distinguent plus de ceux de la NZZ, organe radical de la bourgeoisie, qui applaudit à la répression. La radio et la presse contribuent ainsi à criminaliser tous ceux qui agissent pour obtenir la réouverture du centre.

Pourquoi un centre autonome des jeunes ?

Cette revendication est totalement justifiée. Les jeunes sont en effet victimes d'une détérioration rapide de leurs conditions de vie. Leur formation professionnelle va se dégradant, leur exploitation est accrue — comme apprenti(e)s ou main-d'oeuvre à bon marché —, alors que pour l'industrie des loisirs, tout à la recherche de nouvelles sources de profits, ils ne sont qu'un simple marché pour les salons de jeux, les bars discos et autres lieux de "détente" programmée et payante.

Les jeunes n'ont ainsi aucune possibilité de développer une position autonome critique à l'égard de l'ordre établi. Un centre autonome des jeunes, c'est un endroit où ils peuvent discuter de leurs propres problèmes et s'organiser pour défendre leurs propres intérêts, un lieu où la critique de l'étouffoir qui les enserre est possible. Une large campagne de diffamation est menée aujourd'hui sur le thème "le centre autonome est un repère de drogués et de délinquants". Comme s'il n'était pas évident dès le départ que les difficultés sociales que rencontrent les jeunes se manifesteraient particulièrement ouvertement dans un centre autonome. C'est le cas, entre autres, pour la drogue. Les jeunes du centre autonome avaient pris en charge cette question et apportaient leur aide aux drogués. Les revendeurs étaient systématiquement expulsés du centre. Mais l'origine de ces problèmes réside surtout dans le système capitaliste lui-même qui précipite jeunes et adultes dans des rythmes de travail épuisants et qui ne rate par une occasion d'amasser des profits sur le dos des salariés, au prix de leur santé et de leur vie.

Les autorités veulent casser les reins du mouvement

La répression brutale de la manifestation du samedi 6 septembre montre très clairement les intentions du Conseil municipal : interdire, par tous les moyens l'expression non-violente du mouvement. La police a en effet attaqué, sans sommation, avec des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc, un cortège pacifique de plusieurs milliers de personnes. Les autorités ont délibérément cherché à provoquer les jeunes et à empêcher le déroulement de cette manifestation. Par ailleurs, l'épuration des media se poursuit. E. Riesen, rédacteur du Téléjournal allemand a été licencié sur le champ pour des motifs futiles. Il était président de la section zurichoise du SSM et s'était exprimé à ce titre lors de la manifestation du 9 août.

A l'escalade de la répression voulue par les autorités doit répondre un front uni de l'ensemble du mouvement ouvrier, pour la réouverture immédiate du centre autonome de jeunesse et pour la garantie des droits démocratiques les plus élémentaires en ville de Zurich. Le Parti socialiste doit prendre clairement position : est-il du côté des jeunes et des travailleurs, qui supportent les conséquences de l'explosion capitaliste ou est-il du côté du Conseil municipal, en se faisant ainsi complice d'une politique anti-ouvrière et anti-jeune ?

JMD

La parution, fin 1979, du premier numéro d'une revue intitulée "ALMANACH : femmes et Russie" constitue un événement sans précédent depuis 1930 en URSS : c'est la première fois que des femmes s'expriment, de manière indépendante, sur leur condition.

Les rédactrices de cette revue avaient déjà publié des articles sur la religion et les camps, mais cette fois, leur initiative a un but plus précis : aider les femmes d'URSS à prendre conscience de leur situation et à trouver une issue.

Cet objectif a étonné, aussi bien en Occident que dans les milieux dissidents d'URSS, dans lesquels se trouvent de nombreuses femmes : "L'idée de cet 'Almanach' nous est venue en août 1979. Je pensais qu'ici les femmes n'étaient pas du tout féministes. Mais lorsque j'ai fait part de mon idée, l'enthousiasme a été grand".

L'importance d'une telle initiative est évidente, d'autant plus qu'elle témoigne, encore une fois, de la vigueur et de la diversité des mouvements d'opposition en URSS. Ceux-ci, malgré une vague de répression sans précédent et des difficultés de tout ordre, n'ont cessé d'accroître leur audience.

L'installation au pouvoir de la bureaucratie stalinienne, dans les années 30, allait remettre en cause, entre autres, le processus de libération des femmes. Pour maintenir ses prérogatives, la couche dirigeante doit contrôler la société et éviter le développement de toute action collective en atomisant la classe ouvrière par la répression et la contrainte. L'utilisation, à cet effet, des mœurs patriarcales et bourgeoises que les bolcheviks n'avaient pas réussi à abolir totalement, se traduit par une propagande systématique en faveur de la famille, lieu de reproduction des rapports de subordination, des inégalités, et d'enfermement et de privatisation des problèmes. En outre, l'imposition de la cellule familiale traditionnelle (par la condamnation de l'union libre, la répression de l'homosexualité, la glorification de la maternité, etc...) permet de supprimer le développement des équipements collectifs (laveries, crèches, cantines...) réintroduisant de fait la double journée de travail pour les femmes. Les Genotdels (organisations de femmes ayant joué un rôle important dans l'alphabétisation et l'éducation des femmes après la révolution) furent supprimés.

Durant la déstalinisation, l'avortement, qui avait été interdit, fut légalisé. Un programme de développement des équipements collectifs fut annoncé; il n'en a plus été question depuis lors.

La bureaucratie actuelle utilise toujours les mêmes moyens et la situation des femmes en URSS, comme celle de toute la classe ouvrière, dépend directement de sa volonté de conserver son monopole du pouvoir politique et les privilèges matériels qui y sont liés.

Constitutionnellement, l'homme et la femme jouissent de droits égaux. Les statistiques démontrent sans cesse que la situation des femmes s'améliore. Cependant, en considérant ces chiffres d'un peu plus près, on remarque bien vite qu'ils ne constituent pas le reflet exact de la réalité.

FEMMES ET TRAVAIL

Les femmes représentent 51,5 o/o de la main-d'oeuvre et se trouvent dans tous les secteurs professionnels. Malgré cela, une forte concentration de femmes persiste dans les secteurs traditionnellement féminins, où les qualifications sont peu importantes et les salaires plus bas de 25 o/o à 30 o/o par rapport aux salaires masculins. 83 o/o des travailleurs de l'industrie légère sont des femmes, 72 o/o du textile, 86 o/o de l'habillement, 74 o/o de l'alimentation, avec, dans ces secteurs, des salaires oscillant entre 76 et 93 roubles par mois, alors que dans la métallurgie, où les femmes sont minoritaires, le salaire est de 129 roubles.

75 o/o des médecins sont des femmes et c'est une des professions parmi les plus mal rétribuées.

Sur le plan de la hiérarchie, les discriminations sont pareilles : dans l'agriculture, il y a 58 o/o de femmes à la base et 2 o/o seulement dans les postes de direction. Le droit à l'emploi pour tous constitue un des acquis de la Révolution, cependant, le développement de l'emploi féminin date de l'époque stalinienne. Il avait pour but d'accroître la main-d'oeuvre et la production nécessaire à l'accumulation "socialiste", et non pas de poser les bases d'une égalité entre les sexes, ce qui a automatiquement reproduit les formes habituelles de division du travail.

La bureaucratie maintient cet état de fait, car il lui permet de mieux contrôler et diviser la classe ouvrière. La discrimination à l'emploi a donc une fonction essentiellement politique et idéologique, ceci d'autant plus que la bureaucratie doit garantir l'emploi et l'extension des forces productives pour se

FEMMES EN URSS

maintenir, alors que dans les pays capitalistes, la division et la discrimination jouent un rôle avant tout économique (les femmes constituant un réservoir de main-d'oeuvre en cas de besoin).

FEMMES ET FAMILLE

Le choix, par la femme, de l'emploi et de ses activités est fortement déterminé par les conditions familiales. Le 80 o/o du travail ménager est assuré par les femmes, seul 5 o/o de celui-ci est pris en charge par des établissements publics. Une mère de deux enfants travaille, en moyenne, 48,9 heures par semaine à l'usine et 46,7 heures aux tâches domestiques; les courses et la cuisine lui prennent le plus de temps (peu de supermarchés, peu de produits prêts à consommer, magasins surchargés...). Il lui reste, déduction faite du temps de repos, 8,4 heures par semaine pour ses activités personnelles.

La crise du logement, obligeant la famille à s'entasser dans des espaces restreints et souvent sans confort augmente encore les charges domestiques qui incombent aux femmes, les hommes ne se sentant concernés que dans 1,2 o/o à 2,7 o/o des cas par ces travaux, comme le démontrent les enquêtes effectuées.

D'autre part, ce sont les femmes qui font les frais de la "déviance" la plus répandue en URSS : l'alcoolisme, allant souvent de pair avec la violence. Ce fléau était encouragé à l'époque de Staline, comme instrument de contrôle social; actuellement, le régime tente de le réduire, car il nuit à la productivité. Cependant, la campagne lancée à cet effet n'eut pas un grand succès.

FEMMES ET MATERNITE

Outre son rôle de reproduction des rapports patriarcaux, le maintien de la famille a l'avantage de laisser aux femmes la responsabilité de l'éducation des enfants. La maternité n'est reconnue socialement que dans la mesure où les femmes ont beaucoup d'enfants. Elles reçoivent alors des décorations, selon une hiérarchie qui atteint son apogée lorsque la femme est mère de dix enfants

et qu'elle reçoit le titre de "mère héroïne" ! Un congé maternité de seize semaines et une année de congé professionnel, sans salaire, sont prévus par la loi. Cependant, faute d'argent, la majorité des femmes ne peuvent en bénéficier. Les crèches et jardins d'enfants ne prennent en charge qu'un tiers des enfants; c'est alors aux parents de se débrouiller pour les garder, en travaillant en équipe, à des heures différentes, par exemple, ce qui revient à sacrifier toute vie de couple. La contraception est quasi inexistante; les pilules sont peu sûres et produites en trop faible quantité pour couvrir les besoins, le stérilet est difficile à obtenir. Il en résulte que le principal moyen de contraception reste l'avortement, libre et gratuit, mais pratiqué dans de telles conditions qu'elles constituent un moyen de dissuasion à elles seules, sans compter les démarches interminables que les femmes doivent faire pour obtenir une interruption de grossesse. Malgré cela, dans les villes on compte deux avortements pour une naissance. Beaucoup de femmes (6 à 8 millions par an) recourent à l'avortement clandestin, souvent moins dangereux.

Il faut ajouter à cela qu'aucune éducation sexuelle n'est faite et que la morale sexuelle reste très puritaine et réactionnaire, cautionnée par le programme du Parti Communiste d'Union soviétique : "L'essence du nouveau principe est l'importance du mariage et de la famille. Les jeunes ont le désir de renforcer l'unité familiale, le respect du mariage et l'amour chaste".

Une des rédactrices de "l'Almanach", dont il sera question plus bas, Marina Oulianova s'exprime ainsi sur la situation des femmes de son pays :

"Ici les femmes sont éduquées dans le mensonge. A cause de cela, il leur est difficile de lutter ensemble contre les hommes, contre l'oppression sociale, contre l'oppression sexuelle. Chez nous, il est impensable de parler du viol : il n'en est jamais question. ça n'existe pas. A chaque pas, il y a viol; aucune femme ici ne peut se vanter de n'avoir jamais eu affaire au viol, mais on n'en

parle pas; aucune statistique. Les femmes en ont honte. Pourquoi les femmes ne sont-elles pas actives ? Ici, l'oppression sociale est très forte, hommes et femmes la subissent, mais en plus de cette oppression sociale, les femmes subissent, elles aussi, l'oppression sexuelle et ce poids supplémentaire est intolérable".

FEMMES ET OPPOSITION

Les structures favorables à l'émancipation des femmes existent, bien qu'à l'état embryonnaire : les femmes sont insérées dans tous les secteurs professionnels, la socialisation des tâches est possible, bien qu'elle ait été stoppée sous Staline. De même, les organes pouvant permettre un contrôle ouvrier (les soviets) existent, tout en étant complètement aux mains de la bureaucratie.

Depuis la liquidation des Genotdels, en 1930, le mouvement femmes en URSS se résumait à un comité de femmes moscovites, lié à la direction du PCUS et qui se contente d'envoyer des déléguées à l'étranger lors de conférences internationales. Il n'y avait donc rien qui puisse permettre de développer les structures existantes et de s'opposer à la politique de la bureaucratie à l'égard des femmes.

Fin 1979, le premier numéro de "l'Almanach" est paru. Depuis 1930, c'est la première fois que des femmes organisées et indépendantes s'expriment sur leur condition. Leur but est clair : "Nous espérons que nos efforts réunis vont atténuer le poids de notre condition et mettre en marche le mouvement de libération des femmes".

Cette volonté d'impulser un mouvement de libération des femmes n'est pas le fait du hasard. Ces dernières années, les mouvements d'opposition se multiplient en URSS, reflets du profond mécontentement de la population, mécontentement qui touche toutes les couches sociales. Les rédactrices de "l'Almanach" se situent elles-mêmes dans ce mouvement démocratique, inquiétant la bureaucratie qui a accentué la répression en arrêtant plusieurs dizaines de personnes ces derniers mois, pour les envoyer dans des hôpitaux psychiatriques ou des camps de "rééducation". Trois des rédactrices de "l'Almanach", Tatiana Mamonova, Tatiana Guerrecieva et Natalia Malkovskaya ont été récemment expulsées d'URSS, après avoir subi les menaces du KGB (police politique).

"L'Almanach" ne contient pas de "programme", c'est un recueil de textes se référant aussi bien à Lénine ou à la Vierge qu'au féminisme occidental; malgré la confusion des références, il témoigne d'une prise de conscience : celle de la nécessité, à l'intérieur du mouvement démocratique, de prendre en charge ses propres affaires pour changer sa condition. Dans un pays où tout droit à l'expression est bafoué, où la caste dirigeante est profondément antidémocratique afin de conserver ses privilèges, toute action, quelle que soit sa spécificité, s'inscrit dans la lutte pour les droits démocratiques.

Le groupe de "l'Almanach" participe de cette lutte, et il a droit, comme tous les groupes du mouvement démocratique et celles qui soient leurs références, à notre solidarité afin que le recueil puisse continuer à paraître et qu'un mouvement femme puisse se structurer en URSS.

Alix



Travailleuses moscovites dans les couloirs du métro. Leur salaire est en général inférieur de 25 à 30 o/o à celui des hommes.

Pour plus de renseignements, lire le no 14 des "Cahiers du féminisme" consacré aux femmes en URSS et parmi la dissidence. Les "Cahiers", ainsi que l'édition française de "l'Almanach" sont en vente aux librairies LA TAUPE, rue de la Tour 8bis, Lausanne, et 22 rue Saint-Léger, Genève.

Contrairement aux informations largement diffusées par la presse internationale, la grève générale organisée au Salvador du 13 au 15 août n'a pas été un échec.

A mesure que se rapproche l'affrontement décisif, la lutte devient plus âpre. Le gouvernement des militaires et des démocrates chrétiens dispose de l'appui total de l'impérialisme. Rien ne manque à la junte pour pouvoir organiser le massacre des populations. Des plans d'intervention directe sont élaborés, des conseillers américains, des mercenaires interviennent dans les opérations de répression.

Les appels à la solidarité ne sont pas des phrases creuses. Quatre mille cinq cents ouvriers et paysans ont trouvé la mort depuis le début de l'année. Le combat sera encore extrêmement meurtrier. C'est pourquoi tout ce qui entrave les manoeuvres de Washington est plus qu'une nécessité vitale.



EL SALVADOR

“NOUS SOMMES DANS UNE SITUATION DE GUERRE TOTALE”

“Nous sommes dans une situation de guerre totale”, c'est par ces mots que Rutillo Sanchez, représentant en Europe du Front démocratique révolutionnaire du Salvador, décrivait la situation dans son pays, lors d'une conférence de presse à Paris, le 2 septembre. Le FDR, formé en mai dernier, regroupe toutes les organisations de masse politiques et syndicales et les secteurs de l'opposition au régime.

La junte salvadorienne, les media internationaux ont abondamment parlé d'échec à propos de la grève générale organisée les 13, 14 et 15 août. Pourtant, les premières informations diffusées par le FDR font apparaître qu'il n'en est rien.

Les leçons de la grève générale

C'est ainsi que le secteur industriel fut paralysé à environ 70 o/o. L'activité portuaire d'Acajutla, décisive pour les activités commerciales du Salvador, a été bloquée. Les services publics, les établissements officiels n'ont ouvert leurs portes que sous la menace des militaires.

La participation des employés du secteur public apporte un démenti cinglant aux assertions de la dictature selon lesquelles ceux-ci auraient manifesté un soutien au pouvoir. A San Salvador, les rares transports urbains mis en circulation n'avaient que très peu de passagers et ce bien que l'armée ait veillé elle-même à la sortie des véhicules, strictement protégés par des soldats.

On estime qu'au cours de la première journée, un minimum de 500 000 travailleurs de l'industrie, du commerce, des services publics et de l'éducation ont suivi le mouvement. Les dépêches de *Prensa latina*, aux premières heures du 13 août, soulignaient que toutes les activités étaient pratiquement paralysées, non seulement dans la capitale mais aussi dans les principales villes telles que Santa Ana et San Miguel. Le FDR a également annoncé que la grève avait paralysé le secteur agricole.

On sait quelle a été la riposte de la junte. Dès le premier jour de grève, des camions, des jeeps équipées de pièces d'artillerie, des tanks et autres blindés quadrillaient San Salvador. Isolé, privé de base sociale significative, le régime a répondu par la militarisation du pays tout entier. Il ne voulait, en effet, pas prendre le risque d'essuyer un nouvel échec politique, comme ce fut le cas lors de la grève du mois de juin de cette année. Il a donc employé tous les moyens dont il dispo-



se pour briser la mobilisation et terroriser la population.

Au stade actuel de la lutte, tout appel à la grève générale signifie clairement assumer l'affrontement avec un régime qui répond avec une violence croissante au combat des masses pour faire prévaloir leurs droits. Dans le cours du processus révolutionnaire, à mesure que se rapprochent les phases décisives de la lutte pour le pouvoir, chaque mouvement de ce type est confronté davantage à ce problème. Ainsi est-il compréhensible que certains secteurs des masses craignent aujourd'hui d'assumer ce niveau d'affrontement. La comparaison de l'ampleur respective des mobilisations a donc peu de sens. Il faut en mesurer l'impact à l'aide d'autres facteurs.

“Il y a eu trois grandes grèves cette année”, déclare Rutillo Sanchez. “Pour nous, FDR, il s'agit de tests pour mesurer l'influence que nous avons dans les masses.” Et il indique que le premier mouvement, très massif, permit de vérifier le niveau d'organisation et de cohésion régnant dans les rangs ouvriers. La grève des 24 et 25 juin, qui fut un succès à 80 o/o, permit d'apprécier le rapport de forces dans les centres productifs.

La dernière mobilisation, poursuit le représentant du Front en Europe, “permet de tester les capacités d'autodéfense et d'offensive du peuple, ainsi que l'état des for-

ces gouvernementales”. C'est compte tenu de l'ensemble de ces éléments que le FDR estime que ces trois journées ont représenté un succès.

Une polarisation croissante

“L'union autour du FDR a permis d'avancer sur le plan idéologique. Le peuple a conscience que c'est lui-même qui doit être le maître de son destin”, indique Rutillo Sanchez. Et c'est bien d'une polarisation croissante des forces que témoigne la situation dans ce pays. Malgré la mise en place d'une pseudo réforme agraire, le ralliement des secteurs bourgeois, la junte n'a pas réussi à diviser le mouvement de masse. Elle est plus isolée que jamais. Dans le FDR se retrouvent, outre les organisations de masse ouvrières et paysannes, nombre de secteurs de la petite bourgeoisie. Il en est ainsi des secteurs universitaires, du MIPTES (Mouvement indépendant des professionnels et techniciens), des organisations de transporteurs, de chauffeurs de taxi... La création de la CONIP (Coordination nationale de l'Eglise populaire) témoigne des différenciations au sein du clergé et des ruptures qui s'opèrent avec la hiérarchie catholique.

Tirant le bilan des trois jours de combat, le FDR met l'accent sur l'intégration de plus en plus poussée

des masses à l'action militaire des organisations d'avant-garde. Cet élément est à l'évidence le signe d'une élévation de la conscience politique et du niveau d'organisation du mouvement populaire. Dès le deuxième jour de la grève, les crimes de la junte militaire ont provoqué des actions de légitime défense de la part de la population. Le nombre des victimes dénombrées par le Front est éclairant : il y a eu plus de deux cents morts civils, trente guérilleros sont tombés mais sept cents soldats ont été mis hors de combat.

La population a soumis les forces armées à un harcèlement constant. La Commission des droits de l'homme du Salvador indique que, le 14 août, des affrontements armés se sont produits dans presque toutes les zones de la capitale. La multiplication des comités de quartier, des milices populaires et d'autres structures témoigne aussi d'une avancée qualitative quant à la participation populaire à la lutte armée.

Les forces de la guérilla, quant à elles, regroupées au sein d'une direction révolutionnaire unifiée, ont pris une série d'initiatives combinées sur une vaste échelle. Elles ont attaqué de nombreux postes militaires, élevé des barricades dans plusieurs quartiers de San Salvador. Elles ont été capables de couper les routes reliant la ville à San Miguel, Santa Ana et Aguilares. A Mariona, à quatre kilomètres de la capitale, la junte a dû recourir aux hélicoptères et aux avions pour protéger ses unités répressives mises à mal par les commandos révolutionnaires.

Des mercenaires saïgonais

“Si les USA ne soutenaient pas la junte, le peuple salvadorien pourrait vaincre sans verser une goutte de sang”, dit R. Sanchez. Les Etats-Unis, plus que jamais, sont le principal soutien de la bourgeoisie salvadorienne. Ils entraînent plus de soixante-quinze de ses officiers. Ils équipent l'armée d'instruments de haute précision destinés à la lutte antiguérilla. Dans le même temps, ils préparent les conditions d'un écrasement de la lutte révolutionnaire.

D'après certaines informations, le Pentagone travaille sur trois hypothèses possibles :

- 1) une intervention américaine directe;
- 2) une intervention effectuée par le Venezuela, le Costa Rica, la Colombie, le Honduras et le Guatemala;
- 3) une intervention des armées du Honduras et du Guatemala.

Ces plans d'intervention ont été élaborés par un comité des chefs d'état-major et l'état-major du commandement stratégique des Etats-Unis dont le siège est dans la zone du canal de Panama.

Mais les USA prennent déjà une part active à la répression. Pendant les trois jours de grève générale, le responsable de la base US de Panama était présent à San Salvador. Le 20 août dernier, des contingents militaires ont encerclé et perquisitionné les faubourgs du nord-ouest de la capitale. Cette véritable opération punitive était placée sous la direction d'officiers parlant anglais et transmettant leurs ordres par l'intermédiaire d'interprètes. De même, des mercenaires d'origine saïgonaise participent ouvertement au massacre de la population.

L'impérialisme, la bourgeoisie salvadorienne ont parfaitement compris que l'épreuve de force en cours ne pourra se dénouer que par la victoire de l'un ou l'autre camp. L'issue des luttes dans toute l'Amérique centrale est en jeu. Le représentant du FDR en Europe rappelait : “Un échec de la révolution au Salvador en serait un aussi pour le Nicaragua et pour le peuple guatémaltèque”. Rien ne manquera au gouvernement militaire démocrate chrétien. Plusieurs organismes financiers s'approprient à lui consentir un prêt de 700 millions de dollars.

Le succès de l'insurrection qui approche dépendra aussi de la solidarité internationale du mouvement ouvrier. A l'appui militaire et financier de l'impérialisme à la dictature doit répondre le soutien politique, l'aide en médicaments, l'aide multiforme de tous les anti-impérialistes aux combattants du Salvador.

Christian Picquet

Manifestation de soutien aux travailleurs de BOLIVIE et du SALVADOR en lutte

Genève, place des Nations sa 20 septembre, 14h.30

manifestation soutenue à ce jour par : LMR, GTS, MIR/Chili, Association suisse romande de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador, CONADE/Bolivie, GRISUR/Uruguay, Association Tupac Atari / Bolivie, Comité Fuentes-Mohr pour la défense des droits démocratiques au Guatemala.

Ces dernières semaines, deux grandes fêtes ont mobilisé la population nicaraguayenne : le 19 juillet pour célébrer le 1er anniversaire de la Révolution, et le 23 août, qui a marqué la fin de la Grande Croisade d'Alphabétisation. Ces deux mobilisations ont revêtu une double importance : d'une part celle liée directement aux événements auxquels elles se référaient; d'autre part par la situation qu'elles représentaient symboliquement : la situation de double pouvoir existant au Nicaragua depuis maintenant plus d'une année.

Le 19 juillet, plus d'un demi-million de personnes se sont rassemblées dans une discipline admirable pour écouter les discours des principaux dirigeants de la Révolution et de différents invités étrangers (la présence de Fidel Castro provoqua d'immenses ovations), et pour voir pour la première fois défiler son armée : l'armée populaire sandiniste (EPS). Ces centaines de milliers de gens s'étaient mobilisés depuis plusieurs jours au sein des différentes organisations de masses pour préparer cette grande démonstration de force populaire. Sur cette place, il y avait plus d'un demi-million de militants venus affirmer leur soutien à la Révolution, leur soutien au FSLN, et leur volonté de défendre (avec leur armée) la nouvelle patrie contre toute intervention étrangère.

Le 23 août, ce fut le rassemblement à Managua de près de 200 000 alphabétiseurs, accueillis par une foule en liesse, qui rentraient, mission accomplie, dans leur famille, dans leur quartier, dans leur syndicat, dans leur organisation de masses (cf la brèche no 236, 23.8.80).

Lors de ces deux moments forts de la mobilisation, les Robelo et consorts étaient absents : ce n'étaient pas leur victoire et leur armée qui étaient fêtées, ce n'était pas leur campagne d'alphabétisation qui avait vaincu l'ignorance et la désorganisation...

Une bourgeoisie qui se bat pour conserver sa place au soleil

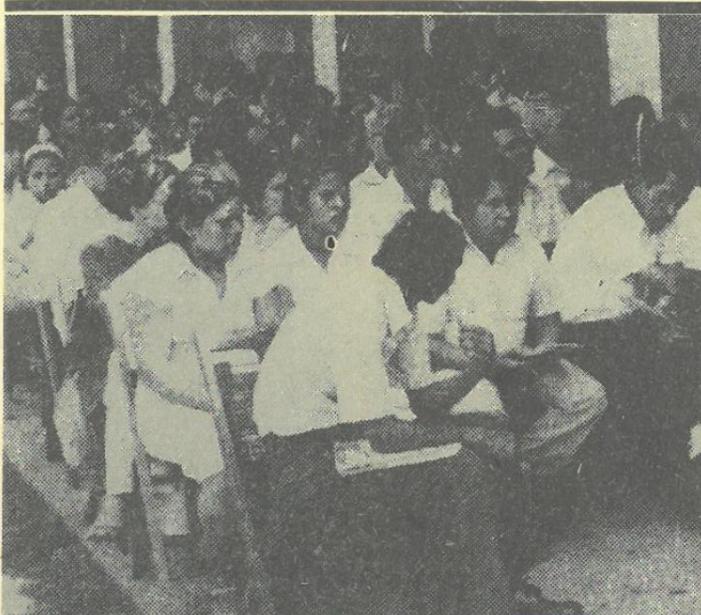
A part les critiques contre cette campagne d'alphabétisation (endocritinisme politique; propagande pour le communisme, etc !) une partie non négligeable de la bourgeoisie oscille entre une collaboration (qu'elle espère momentanée...) avec le FSLN et donc le gouvernement, et une attitude de boycottage de l'économie. On ne peut cependant pas dire qu'il y ait une confrontation d'envergure. Cela est dû à plusieurs facteurs. Sous la dictature, la majeure partie de la bourgeoisie (et c'est bien pour cela qu'elle était entrée dans l'opposition !) était empêchée de se développer réellement, Somoza faisant tout pour s'assurer une position de force y compris sur le terrain économique, contre sa propre bourgeoisie nationale. Une bonne partie de celle-ci a donc été de tout temps dépendante des crédits de l'Etat, et ne disposait que d'un très faible capital propre. Par conséquent, le "changement de régime" n'a pas significativement entraîné un changement fondamental, du moins pour l'instant. N'ayant qu'insuffisamment de capital propre, elles restent dépendantes d'une aide extérieure, aide que le Gouvernement est tout à fait prêt à octroyer pendant une certaine période vu le besoin qu'il a du secteur privé pour pouvoir reconstruire l'économie nationale. (Le secteur étatisé ne représente en effet que le 25 o/o au niveau de l'industrie, et le 18 o/o au niveau de l'agriculture.) D'autre part, le développement des organisations de masses, et tout particulièrement des syndicats ouvriers et paysans (CST et ATC) fait que, en plus du contrôle direct de l'Etat, une surveillance s'exerce au niveau des entreprises et des fincas (exploitations agricoles). Cela signifie que tenter un boycottage systématique et de grande envergure impliquerait une confrontation immédiate avec

les masses y compris sur les lieux de production, ce qui porterait certes un coup très grave contre la révolution, mais bloquerait en même temps toute perspective d'accumulation capitaliste.

Sur le terrain politique, la bourgeoisie reste passablement atomisée et continue à subir les séquelles de sa faible expérience (due au somozisme) de comportement de classe. D'autre part, en plus des mesures économiques centrales qu'il a prises, le FSLN s'est montré capable de

NICARAGUA :

UN AN DE CONSOLIDATION DU POUVOIR POPULAIRE



Réunion dominicale du syndicat sandiniste, la CST, à Leon.

commencer à résoudre les problèmes les plus criants du Nicaragua. Sur le plan de l'alphabétisation, de la santé, du contrôle des prix, de l'amélioration des conditions de travail, de l'approfondissement de la réforme agraire, de la diminution du chômage (- 22 o/o en moins d'une année selon "Barricada" du 20. 8. 80), le FSLN a sans aucun doute marqué des points importants, réussissant notamment à s'attirer les faveurs de la majorité de la petite bourgeoisie. En ce sens, les tentatives de déstabilisation politique faites par la bourgeoisie se sont jusqu'à présent soldées par des échecs (cf. la brèche no 236). Enfin, vu l'état catastrophique dans lequel Somoza a laissé le pays, les analyses économiques prévoient qu'il faudra attendre 1984 pour que le pays sorte d'une situation déficitaire, c'est-à-dire pour que la question de la répartition des bénéfices se pose.

Compte tenu de tous ces éléments, et si l'on considère uniquement la situation interne du Nicaragua, il ne nous semble pas que le problème de la confrontation décisive avec la bourgeoisie va se poser à court terme. Mais, bien évidemment, on ne peut pas ne pas tenir compte du contexte international dans lequel se situe la Révolution nicaraguayenne. L'évolution du rapport de forces au Salvador, ainsi

que l'issue des prochaines élections présidentielles aux USA (avec le programme musclé de Reagan) vont peser d'un poids décisif sur le Nicaragua, et peuvent y compris contribuer à déterminer la position de la bourgeoisie nationale, en l'incitant à rechercher la confrontation.

La réponse du FSLN : le développement des organisations de masse

Sous la dictature, moins de 15 o/o de la classe ouvrière était organisée dans des syndicats pour la plupart ultra-économistes et bureaucratiques. Quant aux paysans, il n'existait que quelques organisations dans le nord du pays. C'est dire que l'insurrection a été véritablement une insurrection populaire au sens strict du terme, sans que la classe ouvrière y joue un rôle de pôle et de direction. Face à cette situation, l'orientation de la direction du FSLN (à part certaines déclarations "diplomatiques") est tout à fait claire : le sandinisme n'est pas une nouvelle doctrine politique, mais représente les voies particulières (liées aux conditions particulières du pays) pour avancer sur le chemin du socialisme, c'est-à-dire de la dictature du prolétariat. Il s'agit de donner à la classe ouvrière les moyens de jouer son rôle

d'avant-garde, et donc, pour commencer, de l'organiser en tant que classe. Cet effort s'est déjà soldé par des résultats remarquables. A l'heure actuelle, la CST regroupe environ 400 syndicats affiliés, représentant au total près de 200 000 adhérents. Durant un premier temps, à cause d'un criant manque de cadres et de l'inexpérience du travail syndical, certains dirigeants ont compris le rôle de la CST comme celui d'une simple courroie de transmission du FSLN à l'intérieur des entreprises, et de la classe ouvrière en général. Mais depuis quelques mois, avec l'apparition de nouveaux cadres formés "sur le tas", cette politique s'est très sensiblement modifiée. Tout en maintenant une position de soutien au FSLN, et en gardant comme perspective principale les intérêts à long terme de la classe ouvrière, la CST a compris que, demeurant toujours dans une société capitaliste, son rôle consistait également à assurer la défense des intérêts immédiats des travailleurs. C'est là le sens du nouveau programme de travail publié peu avant le 19 juillet, et dans lequel toute une série de mesures de contrôle sur le respect des décrets gouvernementaux concernant les salaires, les conditions de travail (sécurité et durée), en plus bien sûr du contrôle sur la production, sont intégrées. Ce réajustement de sa politique permet également à la CST de ne plus abandonner le terrain des revendications immédiates aux syndicats minoritaires comme la CAUS (liée à l'aile la plus sectaire du PC) ou la CTN (syndicat chrétien) qui, ne reconnaissant pas le rôle d'avant-garde du FSLN et ne voulant pas comprendre la dynamique de cette révolution, tentent d'élargir leur audience à coups de revendications maximalistes et économistes (en réclamant par exemple des augmentations de salaire de 100 o/o immédiatement !).

Sur le plan de la paysannerie, l'ATC regroupe un total de 110 000 affiliés, sous trois formes différentes. Il y a le secteur syndical (regroupant 52 000 travailleurs agricoles, du secteur privé et étatisé), les coopératives de petits producteurs qui mettent en commun leur travail et leurs instruments tout en conservant la propriété privée de leurs terres (49 000 adhérents), et les coopératives sandinistes propre-

ment dites (1 300 adhérents seulement). Là aussi, en plus du rôle de défense des intérêts des paysans, l'ATC collabore étroitement avec l'Institut National de la Réforme Agraire (INRA).

Enfin, les Comités de Défense Sandinistes (CDS) se sont développés dans chaque quartier de quasi toutes les régions du pays. Mais ils conservent pour l'instant essentiellement une fonction d'organisation populaire de quartier, bien qu'il existe déjà des coordinations au niveau municipal et départemental.

L'Association des Femmes Nicaraguayennes (AMNLAE) et les Jeunes Sandinistes du 19 Juillet (JS19J) se sont limitées essentiellement jusqu'à maintenant à prendre une part active aux principales campagnes du FSLN, sans développer vraiment d'intervention autonome.

Un processus de révolution permanente de longue durée

Cette immense mobilisation continue de l'essentiel de la population, le développement de l'organisation de la classe ouvrière, une armée totalement au service de la Révolution, tous ces éléments démontrent que le peuple travailleur consolide son pouvoir. Cela, ajouté aux mesures à dynamisme anticapitaliste prises par le FSLN, indique clairement qu'on se trouve dans un processus de révolution permanente. Mais toute la difficulté réside dans le fait que la situation actuelle de double pouvoir ne peut pas à court terme déboucher sur un rapport de forces définitivement en faveur des masses, au travers notamment de structures de type soviétique. Celles-ci ne pourront exister que le jour où la classe ouvrière organisée pourra jouer le rôle de catalyseur des aspirations de l'ensemble du peuple nicaraguayen, et par là-même prendre sa direction (cf. encart ci-dessous).

Le débat autour des élections

Pour les Robelo et consorts, il s'agit d'essayer de faire croire que le fait de repousser les élections à 1985 démontre la "vraie nature" du FSLN, qui serait sois-disant contre la "démocratie". Leur objectif, en clair, est donc de tenter de faire faire un pas en arrière à la Révolution, qui serait sanctionnée par l'instauration d'un Parlement bourgeois où les organisations de masses seraient sous-représentées. Cela, le FSLN l'a bien compris. Et s'il justifie souvent sa décision par des arguments, certes corrects, mais un peu simplistes ("le peuple a déjà voté en renversant Somoza et en créant ses organisations de masses"; "les tâches les plus urgentes ne sont pas les élections, qui coûtent cher, mais l'alphabétisation et la reconstruction du pays"), le fond de sa position réside beaucoup plus dans la ferme volonté de préserver les acquis du pouvoir populaire, seule condition bien sûr pour être en mesure de le renforcer par la suite. Le peuple nicaraguayen a d'ailleurs dans son ensemble fort bien réagi. Il est clair que pour la population la question des élections est bien loin d'être une préoccupation centrale. Il n'y a guère que les grandes agences de presse impérialistes, allégrement citées par les quotidiens européens, qui tentent de nous faire croire que c'est là que se joue actuellement la destinée du peuple nicaraguayen !...

A nous de mobiliser le mouvement ouvrier international de manière à pouvoir mettre en échec toute tentative de l'impérialisme de briser ce formidable processus plein d'espérances.

Ph. Binz

La Croix-rouge internationale, le Haut Comité des Nations Unies pour les réfugiés, l'UNICEF, c'est bien connu, ne font pas de politique : leur seul souci réside uniquement dans l'aide humanitaire, sans préoccupations partisans, indépendamment de la situation internationale où se déroule leur action. Ça, c'est le discours officiel des prospectus dégoulinant de bonne conscience qui accompagnent les collectes d'argent lancées par ces organismes. Et puis, il y a la réalité, celle que décrit Pierre Rousset dans son article (paru intégralement dans *Inprecor* no 82 du 31. 7. 80) et qui montre avec éloquence que l'impérialisme sait fort bien utiliser l'aide humanitaire comme une arme politique, sans aucun remords quant au sort des populations affamées.

CAMBODGE :

IMPERIALISME ET AIDE HUMANITAIRE

La politique thaïlandaise de "rapatriement volontaire"

Nguyen Co Thach, ministre vietnamien des Affaires étrangères, dénonçait, alors qu'il faisait escale à Bangkok peu après les combats, la politique suivie par Bangkok qui consiste à porter secours aux réfugiés durant la saison sèche pour "les renvoyer, en tant que soldats, combattre au Kampuchea durant la saison des pluies qui donne l'avantage aux guérillas"¹⁾. Et il semble bien que l'organisation par l'armée thaï, avec la couverture du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU, à partir du 17 juin, d'une nouvelle opération de "rapatriement volontaire" de Cambodgiens du camp de Sakeo, contrôlé par les Khmers rouges, soit à l'origine de cette dernière escalade du conflit.

Au départ, des responsables du HCR en Thaïlande avaient décidé d'engager des négociations en vue de rapatrier au Cambodge les réfugiés qui le désiraient, seule façon de résoudre durablement le problème en évitant la formation de camps permanents de réfugiés, analogues aux camps palestiniens. Revenant début février d'un voyage à Hanoi et Phnom Penh, qui avait suscité l'opposition des Etats-Unis, le coordinateur régional du HCR, Zia Rizvi, déclarait que le retour volontaire des réfugiés était à la fois "réalisable et souhaitable", si un climat de confiance pouvait être établi²⁾. Peu après, le gouvernement Heng Samrin appelait le gouvernement thaï à engager des négociations à ce sujet.

Les Khmers rouges ont alors violemment dénoncé ce plan de "rapatriement volontaire" et Bangkok s'est refusée à engager toute négociation à ce sujet avec Phnom Penh sous prétexte qu'elle ne voulait pas reconnaître ainsi "de fait" un régime qu'elle combat. Au contraire, le gouvernement thaï a proposé la création d'une vaste zone à cheval sur la frontière, sous contrôle international, dans laquelle seraient regroupés les réfugiés, et a commencé à organiser de façon unilatérale son propre plan de "rapatriement volontaire". Le conflit politique qui oppose, depuis début 1979, les capitales indo-chinoises à la Thaïlande, les puissances occidentales et la Chine au sujet de l'organisation des aides humanitaires a pris, dans ces conditions, une dimension nouvelle :

— La mise sur pied éventuelle d'une vaste zone de regroupement, sous contrôle international (et partiellement située en territoire cambodgien), tendrait évidemment à constituer un petit "Cambodge libre", échappant officiellement à l'autorité de Phnom Penh et donnant chaire à la thèse des "deux Cambodges", mise à mal par l'absence de zone de population dans le pays même où les Khmers rouges et les Khmers serei seraient à même d'établir leur administration.

— L'existence de cette zone largement alimentée par l'aide internationale occidentale aurait constitué un pôle d'attraction considérable pour une population cambodgienne toujours frappée par la disette et menacée par un retour de la famine. Déjà, le maintien du "pont humain", établi par des organisations humanitaires, afin de faire parvenir à partir de la frontière thaïlandaise des semences de riz, de la nourriture, des instruments agricoles, des médicaments, voire des animaux de trait comme le projetait Oxfam Amérique, commençait à jouer un rôle déstabilisateur malgré les secours immédiats et partiellement irremplaçables qu'il fournissait. Un flot continu de paysans, marchands et citadins se rendait aux points de distribution sur la frontière, à pied, à dos de

buffle, à bicyclette, en camion-stop, illustrant l'ampleur des besoins et de la demande. Mais, en même temps, le "pont humain" contribuait au développement du marché noir et d'un commerce spéculatif, développait des mentalités d'assistés, détournait des tâches de la production. A l'approche de la saison des pluies et des labours, le problème se faisait plus aigu : alors que le pays manque terriblement de cheptel (il aurait été détruit à 70 % depuis 1969), les buffles s'épuisaient dans d'incessantes allées et venues entre les villages et la frontière. Nombre d'observateurs (journalistes, responsables des services d'aides, membres de l'administration khmère...) s'inquiétaient de plus en plus des conséquences que cela allait avoir avec l'arrivée de la mousson.

— Une conférence internationale s'est réunie sous l'égide de l'ONU, les 26 et 27 mai, à Genève. Elle fut l'occasion d'un nouveau tir de barrage contre le Vietnam et de fortes pressions ont été exercées par les "pays donateurs" (impérialistes) et la haute administration de l'ONU sur les responsables des projets d'aide en cours pour qu'ils durcissent leur attitude vis-à-vis de Phnom Penh. On a beaucoup discuté des difficultés qu'il y avait à contrôler exactement la distribution des vivres au Cambodge. Mais personne ne semble avoir voulu soulever le problème de l'utilisation de l'aide distribuée à la frontière thaïlandaise. Or, chacun savait que : "malgré la présence massive d'organisations internationales humanitaires (dans les camps de réfugiés) combattants et civils sont toujours restés confondus"³⁾. Dans ces conditions (et une fois la situation alimentaire stabilisée), "il est devenu de plus en plus clair que l'aide internationale, utilisée à des fins politiques, militaires et mercantiles, favorisait en priorité le renforcement des éléments armés et, de ce fait, alimentait la poursuite de la guerre"⁴⁾.

— Le "rapatriement volontaire", mis unilatéralement en oeuvre par Bangkok, a peut-être été l'élément le plus provocateur de la "politique de l'aide" développée par l'Occident à partir de la Thaïlande. La nature de cette opération est, en effet, sans ambiguïté aucune : "Le transfert va s'opérer directement au profit des mouvements de la résistance anti-vietnamienne (Khmers rouges d'une part et Khmers serei et serika anti-communistes de l'autre)... A de très rares exceptions près, il ne s'agit donc pas, selon les intéressés eux-mêmes, d'un rapatriement

vers leurs villes et villages d'origine, ni d'une soumission aux nouvelles autorités mises en place par l'armée vietnamienne"⁵⁾.

Dans le camp de Kho-I-Dang, sur une population totale de plus de 130 000 personnes, vers le 20 juin, il n'y avait encore que 500 volontaires pour le rapatriement. Il s'agirait, dans ce cas, de véritables volontaires souhaitant bien souvent retrouver leurs villages et leurs familles.

Camp de réfugiés ou base militaire ?

Mais il n'en va pas de même dans le camp de Sakeo où les principaux départs (environ 9 000 personnes) ont eu lieu début juillet. Ce camp, fort de plus de 24 000 âmes, est sous contrôle khmer rouge. "Il est divisé entre une minorité de Khmers rouges et des milliers de civils, surtout des paysans qui cherchent à tout prix à leur échapper. Les premiers, au grand maximum un tiers de l'ensemble, sont fiers de leur appartenance à l'Angkar et ne cachaient pas, ces jours-ci, leur impatience de rentrer au Cambodge pour en découdre avec les Vietnamiens. Ils règnent en maîtres sur des milliers de civils angoissés, dont beaucoup n'osent guère parler ouvertement aux étrangers... Volontaire à Khao-I-Dang, l'opération paraît singulièrement faussée à Sakeo. Les organisations internationales qui n'ont aucune autorité sur ce camp, placé sous contrôle de l'armée thaïlandaise, n'ont jamais été en mesure de faire cesser le règne terroriste de l'Angkar. Elles l'ont même généralement passé sous silence. Les professionnels occidentaux de l'aide humanitaire et les fervents bouddhistes ne se sont pas souciés outre mesure de la protection de ceux qui leur adressaient des appels angoissés ou qui cherchaient refuge à la pagode. On a, a priori, considéré la quasi totalité des civils cambodgiens, arrivés à Sakeo en octobre avec les Khmers rouges, comme acquis à leur cause : c'étaient bien souvent des otages... Faut-il rappeler que c'est précisément à Sakeo que Mme Carter, entourée d'un essaim de journalistes, était venue s'apitoyer sur leur sort et leur promettre que l'Amérique ne les abandonnerait pas."⁶⁾

Dans le camp de Sakeo, une véritable campagne d'intimidation a été organisée pour forcer les paysans à suivre les combattants lors de l'opération de rapatriement dit volontaire. "Les leaders khmers rouges de Sakeo ont créé", lit-on dans le *Figaro*, "une

force spéciale de 300 hommes, chargés de faire comprendre aux réfugiés que ceux d'entre eux qui veulent rester au camp creusent leurs propres tombes et qu'ils seront exécutés."⁷⁾

— Il est aussi possible qu'une série de provocations directes aient été montées par Bangkok à la veille de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN afin de susciter une riposte vietnamienne et de ressouder les rangs divisés du bloc néo-colonial d'Asie du Sud-Est. Plusieurs incursions des forces thaïlandaises auraient eu lieu en territoire cambodgien, notamment pour "aider" aux rapatriements. C'est d'ailleurs ce que reconnaît un colonel thaïlandais dans une interview accordée au journal de Bangkok, *Matichon*⁸⁾. C'est aussi le gouvernement thaïlandais et l'état-major thaïlandais qui ont décidé de faire passer la confrontation à un niveau très supérieur en envoyant l'aviation et les blindés sur le champ de bataille. C'est enfin de Bangkok que sont venues les nouvelles alarmistes (et fausses) d'une "invasion" du pays par "des milliers" de soldats vietnamiens. C'est dans cette atmosphère que la réunion de l'ASEAN⁹⁾ a dénoncé "l'agression" vietnamienne. (...)

La militarisation de l'aide

— Enfin, pour compléter ce tableau, il faut souligner que les puissances occidentales — en tout cas les Etats-Unis — s'approprièrent à développer leur politique en matière "d'aide". "Les Etats-Unis", note John Edwards, "doivent partir du présupposé qu'un règlement politique au Kampuchea est des plus improbables et que, tant que la guerre se poursuit en Thaïlande, la Chine et les USA ont intérêt à soutenir les Khmers rouges contre le régime Heng Samrin. Cela veut dire poursuivre le conflit pendant les trois ou quatre années à venir durant lesquelles le rôle des camps frontaliers de réfugiés et le programme international d'aide alimentaire revêtiront une importance militaire croissante pour les deux côtés."¹⁰⁾

Quand le CICR (la Croix-Rouge) et l'UNICEF (organisme de l'ONU chargé des secours aux enfants) ont décidé d'interrompre la distribution des vivres dans les zones contrôlées par les soldats khmers rouges, à la suite des derniers combats, les Etats-Unis et le Japon (ainsi que d'autres puissances occidentales) ont exercé de fortes pressions pour renverser cette décision, sans se préoccuper des principes humanitaires invoqués par les organismes concernés. Ils ont pris, évidemment, fait et cause pour le régime thaïlandais qui se refuse à séparer les combattants des civils dans les camps de réfugiés et profère des menaces de rétorsion envers le CICR et l'UNICEF.

Richard Nation souligne d'ailleurs que "l'ambassade des Etats-Unis a bien fait comprendre aux agences privées d'aide qui travaillent étroitement avec elle que la distribution des secours dans les zones de Pol Pot était la clef politique de toute l'opération cambodgienne d'aide". Devant les remous provoqués dans les organisations humanitaires par cette politique de guerre sous couvert d'aide, "ceux qui poussent à une attitude exempte de tout compromis à la frontière cambodgienne — l'ambassade des Etats-Unis soutenue par celles du Canada, de la France et de la Grande-Bretagne — se tournent vers Sir Robert Jackson, le coordinateur pour les Nations Unies des secours déployés de Bangkok, pour fournir la direction que le CICR (Croix-Rouge) a prise pour un temps sur elle-même".

C'est dans cette "alliance informelle entre la Thaïlande et les organisations humanitaires internationales", note Nation, qu'il faut voir "le véritable objectif de l'attaque vietnamienne"¹¹⁾.

L'incursion vietnamienne du 23 juin apparaît dans ce contexte comme une riposte limitée et une mise en garde face à cet ensemble de mesures visant à accroître, sous le couvert de l'aide humanitaire, la pression militaire à la frontière.

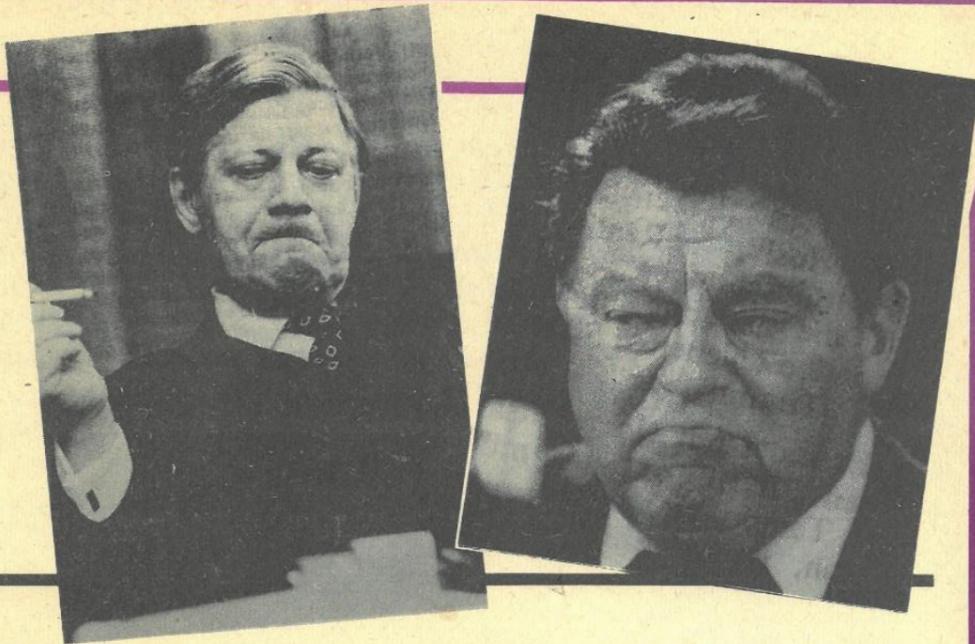
Pierre Rousset

NOTES

- 1) Cité par Derek Davies, "Far Eastern Economic Review" (FEER), du 4 juillet 1980.
- 2) Cité par Nayan Chanda, FEER, du 4 juillet 1980.
- 3) Roland-Pierre Paringaux, "Le Monde" du 28 juin 1980.
- 4) R. P. Paringaux, "Le Monde" des 13-14 juillet 1980.
- 5) R. P. Paringaux, "Le Monde" du 21 juin 1980.
- 6) R. P. Paringaux, "Le Monde" du 21 juin 1980.
- 7) "Le Figaro" du 25 juin 1980.
- 8) Il s'agit du colonel Prachak, cité dans "Le Doanket" (Paris) du 12 juillet 1980.
- 9) ASEAN : Association des nations du Sud-Est asiatique regroupant la Thaïlande, la Malaisie, Singapour et les Philippines.
- 10) John Edwards, FEER du 11 juillet 1980.
- 11) Richard Nation, FEER du 11 juillet 1980.

l'événement

A la mi-octobre se dérouleront en République Fédérale Allemande les élections pour le parlement. Le grand parti de la bourgeoisie allemande, la CDU/CSU (chrétiens-démocrates) a nettement fait voir la couleur en choisissant comme tête de liste et candidat à la chancellerie (gouvernement) le très réactionnaire F.J. Strauss. Cette candidature d'un homme qui réussit à être encore plus à droite que M. Thatcher, la "dame de fer" britannique, montre qu'en prévision de la nouvelle crise économique, le patronat allemand cherche à déclencher une sévère offensive anti-ouvrière. Il n'est toutefois pas sûr que sa stratégie électorale réussisse; dans ce cas, il devrait, comme par le passé, s'en remettre à la social-démocratie allemande (le SPD) pour mener à bien sa politique agressive. Faut-il pour autant tirer un trait d'égalité entre Strauss et Schmidt, ou considérer simplement le second comme un moindre mal, comme le fait une partie de l'extrême-gauche allemande ?



Elections en RFA :

Strauss-Schmidt: blanc bonnet et bonnet blanc ?

Qu'il n'y ait sur le fond de la question pas de différences essentielles entre Schmidt et Strauss, dans le sens où l'un et l'autre sont des partisans avérés du capitalisme, que le gouvernement Schmidt ait géré la récession sur le dos des travailleurs, tout cela n'est pas nouveau.

Il y a même plus : si aujourd'hui le capitalisme allemand ose se tourner vers Strauss, c'est aussi grâce à la politique constante de démobilitation menée par le SPD durant des années, c'est grâce au patient travail de soumission des intérêts des travailleurs aux exigences de l'économie capitaliste fait par la social-démocratie allemande.

En appelant à voter tout de même SPD, les marxistes-révolutionnaires allemands ne gomment pas cet aspect de la politique du SPD, pas plus qu'ils ne se font d'illusions sur le rôle de ce parti. Leur position part des constatations suivantes :

* La nouvelle récession va entraîner, de la part du patronat allemand, une remise en cause des acquis économiques et sociaux des vingt dernières années. C'est là le sens de la candidature de Strauss.

* Elle est également perçue ainsi par de larges couches de travailleurs, qui voteront SPD d'abord pour battre Strauss, car le SPD reste la seule organisation politique de masse de la classe ouvrière ouest-allemande. Les premiers signes d'une mobilisation — et d'une radicalisation — contre Strauss, c'est-à-dire contre un programme d'austérité patent, passeront par le SPD. Indépendamment des désirs de Schmidt et de Strauss, une polarisation politique va se produire.

* Dans une situation de redoublement prévisible de l'attaque patronale, la défense des intérêts des travailleurs ne peut se faire qu'en recourant à une politique de front unique, basée sur l'indépendance de classe. Une attitude sectaire à l'égard des travailleurs qui votent SPD ne peut que rendre cette politique plus difficile et passer à côté du contenu de classe des votes SPD - anti-Strauss.

Les résultats des élections régionales qui se sont tenues fin mai en Westphalie-Rhénanie du Nord ont largement confirmé cette analyse.

Le test de la Westphalie-Rhénanie

Malgré une baisse de la participation (de 86,1 o/o à 80,1 o/o),

malgré la candidature des Verts (3 o/o des voix), le SPD a rassemblé 110 000 voix de plus qu'en 1975 (48,4 o/o contre 45,1 o/o), totalisant plus de suffrages que les deux partis bourgeois réunis (CDU/CSU et FDP; le FDP, parti "libéral", est un petit parti patronal, allié gouvernemental du SPD).

Selon les analyses électorales, la social-démocratie a réussi à mobiliser son électorat traditionnel plus fortement que ses concurrents, tout en mordant sur les électeurs CDU et FDP, en particulier chez les travailleurs. Les districts ouvriers, les centres de la grève de la métallurgie de l'an passé, ont massivement voté SPD.



"Sheriff OUI (mais uniquement aux USA, S.V.P.), chancelier NON" : affiche anti-Strauss de K. Staack, spécialiste du photomontage politique.

Cette mobilisation et ce début de polarisation — d'autant plus évidente que le candidat régional de la CDU, Biedenkopf, est proche de Strauss — ont du reste placé le SPD dans une situation bien embarrassante pour ses stratégies électorales. A tel point que sa tête de liste, Rau, pourtant brillamment élu, qualifia le résultat de ces élections d'"humiliant", alors qu'un autre de ses colistiers parlait de "résultat catastrophique au niveau de la politique nationale". Ces heureux élus sociaux-démocrates auraient-ils trop fêté leur succès ? Pas du tout : ils tiraient l'une des leçons de cette mobilisation électorale, qui a fait disparaître du parlement régional le FDP, qui n'a pas réussi à passer la barre des 5 o/o. Or le FDP, membre de la coalition gouvernementale, est l'excuse rêvée — et systématiquement utilisée — des sociaux-démocrates pour ne pas avoir à répondre de leur action devant les travailleurs.

Une feuille de vigne qui pourrait bien tomber

Ainsi Schmidt expliqua, en décembre dernier au congrès du SPD berlinois qu'il ne pouvait prendre en compte la revendication d'arrêt de la construction des installations nucléaires, vu sa "responsabilité globale" dans le cadre de la coalition gouvernementale. Ainsi lorsque les syndicalistes demandent des augmentations de salaires jugées "insoutenable" par le gouvernement, c'est le ministre FDP... de l'agriculture, le comte (mais si, mais si !) Lambsdorff qui va le leur faire savoir.

Si le FDP ne passe pas cet automne la barre des 5 o/o, si le SPD récolte une majorité absolue au parlement (les deux éventualités sont possibles), alors le pire sera arrivé pour la direction social-démocrate : elle aura perdu sa feuille de vigne et devra répondre, devant les travailleurs, de sa politique pro-patronale. Ce qui évidemment ouvre une série de possibilités de dénonciations concrètes du programme appliqué réellement par le SPD et favorise la lutte pour les revendications ouvrières.

Ce dont Schmidt et ses conseillers sont parfaitement conscients, à telle enseigne qu'une partie de leur campagne électorale vise ouvertement à empêcher que la polarisation de classe n'engloutisse le frêle esquif du FDP. De même, comme Strauss de son côté, le SDP et en particulier sa direction syndicale tentent de freiner les mobilisations; pour leur part, les Jeunesses socialistes, bien obligées pour ne pas se déconsidérer de participer aux mobilisations contre Strauss, font tout ce qu'elles peuvent pour empêcher leur déroulement unitaire.

Mais ces efforts n'obtiennent pas le succès escompté : il y eut plus de 5 000 contre-manifestants contre Strauss à Francfort, 20 000 à Hambourg. Dans plusieurs syndicats, des mouvements "syndicalistes contre Strauss" se développent.

Les tâches des révolutionnaires

En s'inscrivant clairement du côté des travailleurs dans cette polarisation, en appelant à voter SPD, les marxistes-révolutionnaires n'abandonnent en rien leurs critiques à l'orientation de la social-démocratie; ils se donnent au contraire

les moyens de les faire porter loin et fort. Comme le souligne la déclaration du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale à propos des élections en RFA : "Une telle politique d'indépendance de classe et d'unité dans l'action n'est pas du tout incompatible — et d'ailleurs elle les requiert — avec une dénonciation de la politique pro-bourgeoise de la direction du SPD et surtout avec une lutte acharnée contre les mesures de répression au sein du mouvement ouvrier, et en particulier, dans les syndicats, mesures appliquées par la bu-

reaucratie syndicale qui représente la direction du SPD. (...) La défense des intérêts de la classe ouvrière ouest-allemande passe par la lutte contre la bureaucratie du SPD et des syndicats et, en même temps, par la défense des syndicats et du SPD contre les attaques du patronat et de la CDU-CSU. Seule une issue victorieuse de ces deux combats reliés à la bataille pour une réponse socialiste à la crise, peut ouvrir la voie à une conscience politique socialiste au sein de la classe ouvrière".

Ptt.

IL EST SUICIDAIRE DE NE PAS MOBILISER CONTRE STRAUSS

Membre du syndicat de la métallurgie (IG Metall), vice-président de son conseil d'entreprise, Ludwig Jost est aussi fondateur du mouvement "syndicalistes contre Strauss" d'Aachen (Aix-la-Chapelle). A ce titre, nos camarades de "Was Tun", l'organe des GIM, la section allemande de la IV^e Internationale, lui ont posé quelques questions.

Was Tun : Schmidt et Strauss représentent tous deux une politique procapitaliste. Est-ce que "Schmidt égale Strauss" ?

Ludwig Jost : Non, on ne peut pas si simplement mettre sur le même pied Schmidt et Strauss, bien que les deux défendent le système capitaliste. Même à l'intérieur du SPD, à la base, de nombreux camarades considèrent Schmidt comme un défenseur du capitalisme. Mais il ne s'agit pas de personnalités, mais du rôle social qu'elles jouent. Strauss c'est la réaction — Schmidt, comme politicien social-démocrate est vu par de nombreux travailleurs comme un représentant des travailleurs et jouit ainsi d'une estime plus grande dans le mouvement ouvrier. Je pense que la différence entre les rôles de Schmidt et de Strauss est la suivante : la tâche du SPD, et aussi de la direction social-démocrate des syndicats, est de tenir en laisse les travailleurs, de les calmer, de les tranquilliser. La fonction de Schmidt ne peut pas être séparée de cette fonction de l'ensemble du SPD. Strauss par contre n'a aucune estime à perdre dans le mouvement ouvrier — il peut donc y aller plus fort. Si le SPD, dans une situation de crise économique, plus profonde, n'est plus capable de garantir les profits, on recourra à un chef comme Strauss, qui rassemble derrière lui les troupes de réserve du capital. Une mobilisation réactionnaire pourrait arriver à renverser un gouvernement Schmidt élu.

Ce que beaucoup ne voient pas : la candidature de Strauss est une épreuve, pour tester jusqu'où on peut aller aujourd'hui avec le mouvement ouvrier sans déclencher une résistance massive.

Was Tun : Tu fais partie des fondateurs du mouvement "syndicalistes contre Strauss" d'Aachen. A ton avis, quelle position la centrale syndicale DGB doit-elle prendre dans ces élections ?

Ludwig Jost : Les syndicats se sont toujours donnés pour tâche de combattre la réaction. Strauss représente la réaction. Il assimile les socialistes aux fascistes, traite des écrivains démocratiques de "rats et de mouches à viande" et veut briser les syndicats unitaires, en commençant par des tentatives de scission. A mon avis — et je ne suis pas le seul à le penser — il devrait aller de soi, pour les syndicats, de mobiliser leur propre base contre Strauss. L'argument selon lequel un syndicat unitaire ne pourrait pas se le permettre, car il regroupe aussi des collègues qui votent CDU/CSU, est faux. Lorsque l'existence des syndicats et les intérêts de tous les travailleurs sont en jeu, il faut justement expliquer cette situation aux collègues chrétiens et leur faire voir que la lutte contre Strauss est à l'ordre du jour (...) En fait, un mouvement comme le nôtre à Aachen ne devrait pas exister. Car sa tâche devrait finalement être celle du DGB. L'attitude d'une partie de la direction du DGB, qui s'oppose à la mobilisation sous prétexte du caractère unitaire du syndicat, est presque semblable à celle d'un candidat au suicide, c'est un coup contre sa propre existence.